

le

Coquelicot

BIMESTRIEL N° 6

ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE

ISSN 1264-9112 AVRIL 1996 - 10 F

D'un ghetto à l'autre

Nous vivons une époque formidable ! Les pauvres sont concentrés dans des quartiers misérables où on cherche en vain un lieu de vie où les rencontres seraient possibles, un bar, un bar-tabac, des commerces... ces services de proximité (dixit le jargon officiel) ne sont jamais venus s'installer dans ces quartiers ou alors ils en sont très vite partis ; on essaye de les attirer à coup de zones franches, d'exonérations de taxes, de loyers attractifs... mais ce n'est pas facile. Les avantages financiers n'ont pas le même attrait qu'un quartier bien fréquenté... par des gens bien propres sur eux et de l'argent dans les poches pour consommer. Ces quartiers, fermés sur eux mêmes, ont peu de lien avec le reste de la ville et la tendance à l'enfermement se renforce avec l'approfondissement de la crise, l'augmentation du chômage – des jeunes surtout – et le choix de la violence contre soi-même (ses semblables). Et les mesures proposées par l'Etat renforcent ce système de cloisonnement – zones franches, emplois ville – au lieu de rassembler, d'organiser la ville comme un ensemble où la mobilité, le mixage et la rencontre seraient le fil conducteur de l'aménagement. En parallèle, comme un miroir inversé, on trouve, en France des quartiers de riches, en Amérique des villes de riches (lire l'article « Hautes murailles pour villes de riches » *le Monde diplomatique* de mars, édifiant). Mais c'est le même phénomène de ghetto qui s'installe. Les différences sociales se marquent dans l'occupation de l'espace... chacun occupe le sien avec ses réseaux propres, ses codes de conduite, ses angoisses et ses peurs. L'utilisation de tranquillisants – dont les Français battent les records – révèle le mal de vivre dans cette société où tout est bloqué, où la place de chacun est assignée dès la naissance, où aucune sortie individuelle n'est possible et plus grave où les "solutions" simplistes mais dangereuses proposées par le Front National attirent une grande partie de la population touchée par la crise et où une solidarité collective ne se dessine pas vraiment même si les mouvements de décembre pourraient en constituer des prémisses. Tout est donc si noir et désespérant ? Peut être pas, allez faire un tour dans ce Coquelicot (avec Zebda, Michel, Marco et les autres) ça vous redonnera sûrement la pêche ! ■

ACCOUPLÉMENT RÉUSSI DU SABRE ET DU GOUPILLON



Et en prime ils expulsent les immigrés des églises. Ils leur promettent de régulariser leur situation et de passer à la Préfecture. Ils en profitent pour les envoyer dans des camps de rétention avant de les expédier dans un charter. Ceux, malins, qui n'y sont pas allés, se triment dans Paris et cherchent désespérément un coin de France où se poser. L'Abbé Pierre a beau gueuler, ça n'a pas beaucoup d'effet!

« La honte doit changer de camp »

Rendez-vous à Paris le 24 mars pour manifester contre le principe de dégressivité appliqué aux indemnités chômage. Gaby d'AC témoigne.

C'était le samedi 23 mars 1996... manifestation prévue à 14 h 30 Place de la Bastille à Paris. Nous étions 70 de Toulouse, dont 53 chômeurs et précaires, à prendre le train à Matabiau à 7 h du matin ! quelque peu angoissés : va-t-on nous laisser monter ? Va-t-on nous refouler ou nous vider comme nos copains de Perpignan débarqués en pleine nuit à Cahors ?

Je ne sais pourquoi, mais quand on nous voit arriver, on pense à une bande de « va-nu-pieds » qui déferlent sur la ville : femmes et hommes, jeunes et vieux brandissent, qui une banderole, qui une pancarte colorée, le front, les joues ou le bonnet étiquetés de slogans nouveaux : « j'ai tout perdu, tu peux trembler », « exclu(e)s mais pas muet(te)s », « chômeur, défends-toi, personne ne parle pour toi », « partagez les richesses, ou on se servira ».

Et ces refrains que l'on reprend sans cesse : « rien n'est à eux, tout est à nous, ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé, il faut changer le monde, il est devenu fou ».

Des copains de la Maison des chômeurs de Saint-Gaudens, ceux et celles de TO7, ceux du DAL, CFDT en lutte, CFDT Cheminots et puis AC avec ses salariés, ses chômeurs, ses retraités, heureux de se retrouver ensemble pour crier le scandale du chômage, l'angoisse qu'il réveille, la révolte qui naît et qui monte, la surprise de se sentir redevenir quelqu'un qui a la parole et qui peut enfin – au moins un moment – se faire entendre.

Toute la semaine nous avions été présents devant les ASSEDIC, les ANPE, couvrant les murs de nos affiches, distribuant des tracts aux passants et automobilistes, construisant « le mur de la honte », demandant un revenu décent, du fric pour vivre... et que les chômeurs soient présents aux négociations UNEDIC où « ils » vont parler de nous, sans nous : la dégressivité de 17% tous les quatre mois va-t-elle encore augmenter ?

Combien faudra-t-il de manifestations, d'occupations d'ANPE, d'opérations « coup de poing » pour qu'enfin on veuille nous écouter ? La TV est muette (juste un flash de temps en temps), les journaux ? n'en parlons pas ! A croire qu'ils ont ordre de nous ignorer ! Ces « va-nu-pieds » seraient-ils un danger pour la République ? Préfé-

rent-ils qu'un jour, exaspérés, ils cassent tout ? Que le chômeur vote pour les fascistes ? et tout ça après avoir tout perdu : en premier lieu sa dignité de citoyen, sa santé, son logement, son envie de vivre, allez dans les ANPE, certains vous diront qu'ils ont tenté le suicide !...

Mais je reviens au train de ce 23 mars, Marc se balade dans le wagon avec son équipement de « reporter », le micro passe devant les visages, les voyageurs s'expriment, ils disent pourquoi ils sont là, laissant parler leur tête et surtout leurs tripes. A 14 heures ils débarquent en gare d'Austerlitz, pressés de retrouver les autres, ceux et celles qui ont pu venir des quatre coins de la France... monter à Paris, c'est pas évident, on était 5 000 à défiler, à hurler, à chanter pour les 8 millions de chômeurs et de précaires. Sur le trottoir, les gens disaient « bravo » mais ça ne suffit pas ! Quand on sera nombreux, très nombreux, chômeurs, salariés, jeunes ou vieux, femmes et hommes, on pourra faire changer la situation, faire baisser le temps de travail – 32 h tout de suite – sans voir fondre le salaire comme « ils » le font maintenant !...



On ne demande pas la lune !... On demande à vivre normalement, sans galérer, sans cette angoisse à l'estomac.

De ce rassemblement, on a ramené l'espoir et surtout l'envie de continuer à rassembler toutes les bonnes volontés au-delà des « étiquettes » et des « statuts » des uns ou des autres car « la honte doit changer de camp ». ■

LES « CUCARACHAS » toulousaines « pour l'humanité et contre le néolibéralisme »

Les rendez-vous zapatistes : Le comité de solidarité Chiapas de Toulouse reprend à son compte et fait circuler un appel lancé par Tessa Brusac et Carmen Castillo (réalisatrice d'un film sur Marcos et l'EZLN), à soutenir la rencontre internationale contre « le néolibéralisme et pour l'humanité » prévue cet été au Mexique à l'initiative des Zapatistes.

Le rendez-vous « intergalactique », Durito dixit' va être préparé par une rencontre européenne du 30 mai au 2 juin à Berlin. « Un symbole ? oui, un symbole. Pourquoi ne pas commencer du nouveau là où s'est arrêté le vieux ?

Qu'avons-nous à perdre ? Rien, sauf la peur, la honte, les remords... et les cauchemars ». (Sous commandant MARCOS)

Dans la rencontre « intergalactique » lancée par les zapatistes, le comité Chiapas de Toulouse veut prendre sa place et apporter sa contribution aux débats de la rencontre internationale, en recueillant des témoignages sur la vie sous le néolibéralisme, les expériences de confrontation, les luttes de révoltes contre « le mur du désespoir ».

Dans les montagnes du Chiapas, à l'approche de la rencontre du 27 juillet au 3 août le gouvernement Mexicain et son armée maintiennent la pression car de cette rencontre « intergalactique » les zapatistes du monde espère beaucoup. La vigilance par les temps qui courent est de mise.

Il va de soi que le comité participe aux initiatives contre le sommet du G7 à Lyon fin juin. Si vous voulez et pouvez y participer il est important de prendre contact avec le comité Chiapas de Toulouse (tous les jeudis soir à 20 h 30 à Canal Sud 40 rue Alfred-Duméril). ■

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Roselyne Serra.
Prix du numéro : 10 F
Abonnement : 5 numéros : 50 F
Abonnement de soutien : 100 F
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex
Commission paritaire : 760/95
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Biquet, Emma, Juanito, Patrick, R. Vaporetto, Roselyne, Gaby, Bruno, Pierre. Dessins de P. Rouault, du Canard Enchaîné et de Charlie Hebdo.
Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur.
Imprimerie spéciale Le coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F
- soutien : 100 F

le coquelicot

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Nom :
Prénom :
Adresse :

Les chances de l'égalité

Un point de vue sur les quartiers « en difficulté », celui de Tiny, Maison de l'initiative, installée à La Faourette.

Le Coquelicot : Avant d'aborder la problématique des quartiers, pourrais-tu nous expliquer ce qu'est la Maison de l'initiative ?

Tiny : C'est un lieu d'accueil pour développer l'entrepreneuriat féminin. A partir d'une idée d'emploi ou d'activité, nous soutenons la personne dans la démarche d'élaboration de son projet. C'est un accompagnement individuel soutenu par des ateliers collectifs où se traitent des thèmes fédérateurs d'échanges. La personne assure toutes les démarches. La Maison de l'initiative est aussi un outil technique : téléphone, saisie, réception... Un autre objectif c'est le conseil pour développer l'emploi pour des femmes défavorisées auprès des entreprises.

Quel est votre lien avec le contrat de ville ?

Au départ c'est une proposition d'Initielle, le projet a été parrainé par l'AROMIP et un partenariat s'est créé avec le Contrat de ville, la Caisse des dépôts et consignations, le Conseil général, le FAS, la DDTE, la DRFP. En fait notre projet s'inscrivait dans les objectifs définis dans le contrat de ville : les publics les plus défavorisés et l'insertion par l'économique puisque nous accueillons des chômeuses longue durée et des RMistes dans la perspective de les amener à la création d'emploi ou à l'insertion par l'emploi ou à la formation. Nous avons eu une grosse discussion avec nos partenaires sur la territorialisation de notre action. Nous avons refusé de nous limiter aux zones du contrat de ville, toutefois il y a une priorité d'accueil pour les femmes de ces quartiers.

Pourquoi les femmes ?

Elles sont plus fragiles face à l'emploi, ont le taux de chômage le plus élevé et ce sont elles qui occupent les emplois les plus précaires : CES... et pourtant les femmes sont porteuses d'idées mais face à l'emploi, elles sont plus démunies. Bien sûr,

nous n'avons pas la prétention de résoudre le problème de l'emploi des femmes ni d'ailleurs d'ébranler la société. Nous n'avons pas non plus vocation à organiser le changement social. La réalité c'est que 95 % des femmes que nous accueillons pour créer leur propre activité sont là par défaut d'emplois.

Installée à La Faourette, vous êtes impliquée dans la politique de la ville. Est-ce que tu penses que c'est un moyen efficace pour sortir ces quartiers de leurs problèmes ?

Sur le fond cette politique se justifie, les moyens me semblent suffisants sauf peut-être en matière d'urbanisme et de développement des associations... Par contre il y a un réel problème sur le fonctionnement des services publics. Il faudrait que chacun fasse son travail et ne se « défausse » pas sur les autres. Il n'y a pas ce que j'appelle, à défaut d'avoir trouvé mieux, de véritable courage. Bien sûr il y a des raisons de ne pas faire : peur des représailles, de l'impunité, énormité des problèmes... je ne parle pas de répression, simplement de faire respecter un état de droit. On est dans un cercle vicieux, tout le monde est complice, déserte, il ne faut pas faire de vagues... La politique de la Ville, c'est le cloisonnement des actions sur le modèle de la territorialisation mais les individus ne fonctionnent pas sur ce schéma... il y a une concentration des problèmes et surtout une violence sans morale.

Il n'y a pas de solution ?

Actuellement tout est déstructuré. Il n'y a plus de solidarité essentielle de « condition ». La valeur travail qui fondait des solidarités a volé en éclat surtout dans ces quartiers où le chômage atteint des taux records. Un lien social et de nouvelles solidarités se raient à inventer mais comment pourraient-ils émerger dans une société fondée sur l'assistance, nécessaire, mais dont les effets pervers sont désastreux car ils détruisent tout ressort de survie.

C'est un tableau très noir

Oui, mais il y a des choses positives aussi, les relations entre habitants, ils se parlent, les enfants aussi. Il y a de l'entraide, des réseaux de voisinage, familiaux. Même au niveau des institutions tout



n'est pas négatif : la Régie de quartier, Prélude, la Maison des chômeurs, la bibliothèque, le marché, la fête, les associations... et le métro qui relie le quartier à la ville, très important. Bien sûr il manque une action plus ferme pour garantir la sécurité des biens et des personnes (on ne peut pas admettre qu'une mémé se fasse voler son porte-monnaie, que des femmes soient molestées, que les associations soient pillées...) et il manque aussi des lieux de rencontres, des commerces de proximité et un bar. Notre civilisation n'a encore rien inventé de mieux pour que les personnes se rencontrent quotidiennement et se reconnaissent comme citoyens du quartier ! ■

Propos recueillis par Roselyne.

Polémiques, par média interposé, entre les acteurs de la Politique de la ville !

L'Etat se désengage ou veut-il imposer un redéploiement des crédits ? Moins d'argent ou de l'argent pour certaines choses ? Priorité à l'économique et au scolaire et abandon du culturel et du sport ? Les débats se déroulent à huit clos mais des indiscretions se fauillent et arrivent jusque dans les quartiers qui légitimement s'inquiètent surtout quand on sait que certaines associations ne pourraient plus exister sans ces financements publics ce qui en dit long sur la fragilité des associations et sur leur récupération par les institutions. Aucune autonomie sans la manne publique ! Pire, aucune existence et c'est peut-être là le véritable problème, des associations dépendantes de l'Etat ou des collectivités locales. Des coquilles (presque vides) soutenues par les pouvoirs publics qui les instrumentalisent au gré de leur politique, de leurs objectifs, de leurs priorités.



Reynerie bouge

Ces derniers temps, Mairie et Préfecture ont reculé devant le tollé provoqué par l'attitude raciste de la police. Les flics se sont fait plus discrets et un peu moins racistes. Cependant cette présence n'en est que plus sournoise et petit à petit la présence physique s'accroît... plaire au FN semble la seule ligne politique cohérente de la Mairie et du Ministère de l'intérieur. Ça palabre...

Des associations «institutionnalisées» n'ont pas admis ces pratiques et l'ont fait savoir. Par ailleurs, des travailleurs, actifs lors du mouvement social de décembre (instituteurs, travailleurs sociaux, salariés d'associations...), se sont retrouvés à TO 7, local du comité de chômeurs et ont dénoncé «l'occupation du quartier par les CRS sans raison particulière...». Ils proposent de «se mobiliser parce que la violence et la délinquance existent dans le quartier...» et «pour dire qu'il y en a assez de ces réponses complètement inadéquates». Ils affirment «nous voulons agir ensemble et avec tous pour vivre dans un quartier plus paisible, plus convivial et plus solidaire. Nous sommes tous porteurs d'un projet de société. Avec nos différences, nous pouvons agir pour une cité d'où violences sociales et policières seraient les seules exclues et où chacun pourrait penser l'autre comme citoyen!...»

Cette expression a eu au moins le mérite de montrer que, sur le quartier, il pouvait exister autre chose qu'une vision sécuritaire. Un comité de locataires tenu par des proches du FN a d'ailleurs très vivement réagi, notamment contre TO7, seule cible identifiable. Les institutionnels sont aussi prévenus que tout ne sera pas toléré.

Et ça s'organise

Il reste maintenant à structurer cette «Assemblée» et à la définir compte tenu des diversités des points de vue et de la place que chacun occupe dans le quartier, ce qui en fait d'ailleurs sa richesse.

Plusieurs interrogations ont surgi : comment s'appeler, s'élargir et s'ouvrir à un plus grand nombre d'habitants, quels rapports entretenir avec les jeunes, comment appréhender la violence et la délinquance, être face aux pouvoirs publics, un groupe de pression ou une force de propositions, quelles actions publiques engager? L'unanimité s'est faite sur la volonté de créer un lieu de parole convivial. Reste à construire un rapport de forces, ce qui est loin d'être facile!

En tout cas, cette «Assemblée» (terme proposé par l'un des animateurs de ce regroupement) s'organise sur des modes proches de nos conceptions libertaires : respect des tours de parole, écoute attentive des intervenants, convivialité, chaque participant ne représente que lui-même

-ce qui est important pour éviter une main mise politique mais aussi pour protéger les salariés d'association-, liaison travailleurs-chômeurs-habitants, compte-rendu des réunions, convocation avec ordre du jour, organisation horizontale... tout cela me fait dire que les participants s'y sentent bien et sans prédir l'avenir, tous ceux qui s'y sont réellement impliqués en ont déjà retiré beaucoup de richesse personnelle.

Ailleurs aussi...

Dans d'autres quartiers, des initiatives vont dans le même sens; la plus connue est, bien sûr, «ça bouge au nord» qui cherche actuellement à développer de façon différente les acquis des festivals des années passées. A Bellefontaine, ce sont ceux que l'on appelle «les grands frères» la génération des trentenaires issus de l'immigration qui ont créé une association appelée «quartier 31». Ils ont décidé de faire pression pour exiger le droit au travail pour le plus grand nombre de jeunes du quartier mais aussi pour peser et défendre leur point de vue sur les questions culturelles et sportives mais aussi s'exprimer sur les grands sujets de société qui les préoccupent.

Tout ce qui se passe dans ces quartiers montre le besoin de créer des forces alternatives aux errements des pouvoirs en place. Chacun a sa spécificité, liée à l'histoire du quartier, mais espérons que des liens pourront se mettre en place. ■

Biquet

VIOLENCE : LA BANLIEUE S'INQUIÈTE



BREVES LOCALES

1 million d'habitants

en Haute-garonne en 1996. 11000 habitants supplémentaires, chaque année, depuis vingt ans ! Faut-il s'en réjouir? Il paraît que oui car cette augmentation est due non seulement aux arrivées de nouveaux habitants mais aussi aux naissances. C'est signe de prospérité ! Tant pis pour les autres départements de la région qui maintiennent péniblement le nombre de leurs habitants. Et tant pis pour la métropole régionale, Toulouse (le grand Toulouse) qui concentre un habitant sur 4 de Midi-pyrénées avec tous les problèmes que ça peut engendrer... transports, logements, emploi, équipements... Les villes grossissent, les campagnes se dépeuplent, c'est le sens de l'histoire... «économique» !

Les RMistes

en forte augmentation dans la région Midi-pyrénées : 13669 en 1990, 33500 en 1994. Plus de la moitié résident en Haute-garonne (encore l'attrait de la ville pour les personnes en difficulté qui pensent trouver plus facilement un emploi, un logement, des services publics pour les aider). Les 2/3 ont moins de 40 ans et vivent en célibataire, donc avec le RMI comme seule ressource! 60% perçoivent le RMI depuis plus d'un an : signe très inquiétant d'installation dans l'exclusion, d'autant que 5000 d'entre eux y sont abonnés depuis l'origine, fin 1988.

Le prix de l'eau - Controverse au Conseil municipal sur le prix de l'eau à la suite du rapport de la Chambre régionale des comptes. Augmentation équivalente à l'inflation comme l'assène D. Baudis ou supérieure comme le clament les élus PS.

Devinette : qui paiera les investissements imposés par la nouvelle réglementation européenne et non prévus au contrat de concession : la CGE ou les usagers? Rendez-vous dans quelques années, la concession dure 30 ans et le contrat a été signé en 1990!

Hôpitaux Toulousains sous surveillance

Encore un rapport de la Chambre régionale des comptes ! Décidément nos juges travaillent et tombent sur quelques «errements» qui coûtent cher : déviances dans les procédures de passation des marchés de travaux et de fournitures, pas de contrôle au niveau des travaux ou des factures, des études engagées puis modifiées, source de surcoût, pas de gestion des stocks... mais rassurez-vous, le Directeur général, René Rettig (Maire actuel de Bagnères de Luchon) a donné toutes les instructions pour redresser cette gestion particulièrement foireuse et a décidé «d'ouvrir un cycle de formation pour le personnel concerné». Ouf ! On est soulagé...

Du quartier et du monde...

Quelques réflexions échangées autour d'un micro avec Mustapha et Magid du groupe Zebda, des réflexions personnelles sur les quartiers, les gens, les militants, les associations, le mouvement... des propos ouverts, sans tabou, des perspectives et surtout une lucidité sans désespoir.

Le Coquelicot : Zebda, c'est une longue histoire. Avant d'être un groupe musical, avant de chanter, vous avez fait d'autres choses. Vous pourriez raconter votre histoire ?

Mustapha : Zebda, c'est une histoire d'individus qui, à un moment donné, ont des choses à voir ensemble et qui font des choses ensemble, tout simplement, dans notre quartier, au quartier Nord, Les Isards, Bourbaki, Les Minimes. Zebda a existé à partir des activités de l'association Vitecri. Si on s'est retrouvé Akim et moi avec Magid pour chanter dans le groupe c'est parce qu'on avait déjà eu des tas d'expériences dans Vitécrici, c'est d'abord l'axe d'idées et après il y a eu l'axe artistique, la volonté de faire de la musique, qui est né de la rencontre avec les musiciens, Joël et Pascal notamment, bassiste et guitariste, qui eux habitent Gratentour et étaient dans le même lycée que Magid. Quand on regroupe des gens d'horizons différents ça peut donner quelque chose de positif... c'était ce type de motivation.

Magid : La spécificité de Zebda, c'est qu'on est fils d'immigrés et c'est cette problématique qui est devenue une dynamique, l'envie de dire quelque chose à quelqu'un, un moteur c'est fait autour d'un groupe de gens, faire de la chose culturelle à fond.

Mustapha : C'est vrai que c'est important cette base-là, cette volonté de dire des choses, de revendiquer. A un moment donné il y a eu le mouvement Beur, dans les années 80, on y était en plein dedans. A partir de cette idée de créer un lobby beur, il y a eu une envie de revendiquer ce type de choses et quand la musique est au rendez-vous, ça devient un formidable outil, ça permet de lier les deux, ça permet de lier une volonté de créer et puis une volonté de s'exprimer grave quoi.

Zebda c'est maintenant un groupe qui a du succès, vous l'expliquez comment ?

Mustapha : Je crois qu'il y a plusieurs choses, d'abord on est très accrocheurs, et puis le succès c'est très relatif on commence à être entendus du point de vue national mais on a quand même pas mal d'axes médiatiques qui nous sont fermés parce que notre problématique est un peu trop compliquée, c'est pas simple on ne dit pas « on va tout casser » et on ne se laisse pas récupérer, on est un peu entre les deux, je pense aussi que c'est le fait qu'on soit très branché sur l'actualité et cette volonté de parler du politique, ça nous met dans le goût du jour, ça crée un intérêt pour les gens d'écouter un groupe comme le notre.

Est-ce que vous vous sentez des porte-paroles ?

Magid : Ce serait difficile de dire porte parole, qui est porte parole de quoi, c'est difficile à défi-

nir. Maintenant on sait qu'on a envie -pas d'être des modèles- mais de proposer une manière d'être dans le milieu artistique. Évidemment il y a une reconnaissance médiatique. Quand on parle de succès aujourd'hui, très sincèrement, il faut relativiser, c'est vrai que pour nous c'est une histoire qui avance, quitte à avoir une notoriété autant qu'elle véhicule un certain nombre d'idées qui nous sont chères : éviter la frime, éviter ce matérialisme du show bis, des paillettes tout ça et appuyer sur l'idée de la fraternité, du partage, de la tolérance. C'est ce qu'on vit dans Zebda, la tolérance c'est un atelier de travail qu'on connaît bien.

En décembre il y a eu un mouvement social important que des sociologues, des analystes politiques ont qualifié « d'essence libertaire ». Vous, comment vous l'avez perçu, est-ce que vous avez été attentifs, à l'écoute ? Qu'est-ce que vous en avez pensé ou retiré ?

Mustapha : Attentifs, oui, on a été très attentifs, pour nous ça s'inscrivait dans une logique de suivi d'actualité ou un suivi politique. Après l'élection présidentielle, c'était une bonne surprise. Après ça devient des réflexions personnelles, chacun a son point de vue, il y a des tendances, mais pour moi j'ai le sentiment que tous les gens qui se sont mobilisés dans ce mouvement-là s'étaient mobilisés dans un état d'esprit fédérateur complètement différent de la politique de la gauche en France jusque-là complètement divisé en des tas de petits partis ou d'organisations. Là c'était vraiment les gens en tant que tels qui avaient des choses à dire et qui se retrouvaient dans une dynamique, finalement de gauche, mais sans être forcément assimilés à tel ou tel parti, c'était une liberté totale de se mettre en avant. C'était très difficile pour les gens, du temps de Mitterrand, de s'afficher dans telle ou telle manifestation ou soutien parce que ça impliquait un marquage politique qui, je crois, était très gênant pour ces gens là. Là il y avait une liberté totale, je crois que les gens ont bougé pour eux, pour une vision de la vie, un état d'esprit. On était très contents parce que ça s'inscrit beaucoup dans notre manière de voir les choses ou on doit proposer un style de vie, un rapport entre les gens beaucoup plus que de définir économiquement ou politiquement une position précise.

Magid : Moi ce qui me touche le plus, c'est l'esprit contestataire d'une manière générale. Tout ce qui conteste me semble sain, donc ma solidarité est totale. Après sur les détails, je ne pourrai pas te dire grand chose. Tous nos proches étaient dans ce mouvement. Moi personnellement l'idée de casser l'ordre des choses me semble essentielle

D'une manière plus générale et en partant de ce mouvement, comment vous voyez la place du citoyen dans cette société ?



Mustapha : A mon avis ce mouvement était une démarche de citoyen. La place du citoyen, dans un monde économique fermé depuis vingt ans ou finalement il y a tellement peu de boulot, tellement peu de choses à faire que le mieux qui reste à faire, à n'importe quelle personne, n'importe quel citoyen, c'est d'essayer au maximum de faire quelque chose, qu'il a envie de faire et ça passe notamment par l'investissement dans sa ville, dans son quartier, dans sa vie et en général un investissement plus politique, un militantisme à plusieurs niveaux. Ça peut être le démarrage, la renaissance de ce militantisme là, parce que finalement on se rend compte que c'est sur ce terrain-là, que les dix dernières années, le Front national a gagné sur le terrain du militantisme, de la présence auprès des gens et qu'à un populisme d'extrême droite je préférerais toujours un populisme de gauche, de toute façon. C'était vraiment intéressant la position du Front national sur ce mouvement, on se rendait compte à quel point ça pouvait être des gens qui ont voté pour Le Pen qui étaient dans la rue mais qui se retrouvaient dans une dynamique qui était beaucoup plus proche de la leur... ça peut viser plus juste cette position-là politique que l'autre.

Magid : Moi je te donnerais une anecdote : souvent dans les quartiers, pour parler de beurs par exemple, de jeunes français, ils te disent « moi, Français ça va pas non «... c'est ça le problème de la citoyenneté. Quand une société fait en sorte qu'un individu se sente exclu, à commencer par exemple par le fameux « nos ancêtres sont gaulois »

et j'en passe, une espèce de culture d'une caste, un peu au-dessus de nous, ceux qui font l'histoire, qui font une histoire, moi je dirais des riches, il y a une autre histoire. Aujourd'hui les historiens, s'ils écrivent l'histoire, il faudrait qu'ils écrivent : « il y avait de jeunes français, ils étaient maghrébins ou d'origine maghrébine », tant que ça ne sera pas installé dans le quotidien -aujourd'hui ça ne l'est pas, puisque de jeunes français se refusent à être français- c'est ce qui s'appelle l'exclusion, pas que des beurs d'ailleurs. Tout le travail de Zebda ou des associations de quartiers, c'est de créer des moments où des gens vont se sentir utiles, une micro société.

Mustapha : C'est exactement ça. Ce mouvement, en gros, il s'inscrivait dans tout ce que nous on a pu rencontrer depuis qu'on organise des choses dans notre quartier sur cette base là, que les gens se sentent appartenir à une histoire. On s'est retrouvé avec des gens qui avaient la volonté de s'investir sans limite, des gens qui avaient toutes les problématiques que peut connaître la France aujourd'hui et qui étaient capables et qui avaient l'énergie suffisante pour s'investir dans telle ou telle chose, retrouver le sourire, le positif dans une action qui finalement est faite pour eux et par eux et par des gens comme eux. Je crois que dans ce mouvement c'était la même chose, beaucoup de gens ont manifesté pour se retrouver dans le mouvement, pour être dans le truc, pas sur le plan Juppé. On est tout à fait confiant de mobiliser les gens sur des choses qui les touchent vraiment, qui font vraiment partie de leur préoccupation, c'est pas forcément gagner de l'argent, ça peut être aussi rencontrer d'autres gens, ne pas se sentir seuls et ne pas se sentir seul dans une démarche, dans une

situation et comprendre à un moment donné la force qu'ils peuvent représenter et la force qu'ils sont c'est le drame du monde ouvrier quoi.

Dans les quartiers, cette énergie dont tu parles, est-ce qu'elle se manifeste, est-ce que vous la sentez actuellement ou est-ce qu'il y a un repli ?

Magid : Il y a encore beaucoup d'échecs. Si on veut être lucide, quand on regarde l'état actuel des choses dans les quartiers, les associations, dont la nôtre, c'est pas la joie, c'est pas des hymnes à la citoyenneté qui s'élèvent, on n'en est pas là ! Mais n'empêche, nous on s'est fixés des bases de travail qui sont la démocratie, la république, la citoyenneté... on prend des règles et on travaille dessus.

Mustapha : Les choses évoluent. C'est vrai que les problèmes économiques sont incontournables, c'est de plus en plus dur, les problèmes des gens sont de plus en plus importants, et forcément ce repli est présent. Je crois que le travail des associations, le travail des gens sur le terrain, à un moment donné, a été important. Il a impulsé une démarche qui, aujourd'hui, devient une démarche professionnelle, les gens sont de plus en plus compétents, c'est leur métier de faire des choses dans ces quartiers là, beaucoup plus qu'il y a dix ans. C'est la preuve du retard de la droite par rapport à ce genre de propositions d'actions, dire aujourd'hui « les associations il faut les aider un maximum » je dirais, c'est presque trop tard, parce qu'aujourd'hui, c'est des professionnels qu'il faut aider, parce que le problème économique est trop important. Maintenant, ce qui serait intéressant, c'est de sensibiliser les gens sur la force politique qu'ils peuvent représenter. Il faut chercher le plus de choses possibles qui puissent dynamiser dans le sens positif parce que l'énergie elle est présente et elle explose de manière négative, dans des situations dramatiques, mais elle est là et on ne peut pas nier le fait qu'il y ait un aspect positif de vivre dans ces quartiers et elle est toujours présente, dans le plus sombre des ghettos il y a toujours un côté positif où les gens arrivent à vivre leur vie, vivent des rapports de solidarité qu'ils ne retrouveront jamais ailleurs.

Vous avez donné un concert au bildni pour soutenir des associations comme le DAL, RASL, Front, Ayda... pourquoi ?

Mustapha : L'idée de base c'est la suite de ce mouvement. On a déjà eu l'expérience de travailler avec des associations comme celles là. Au départ c'était de voir quelles relations on peut avoir avec des gens et comment Zebda, avec l'expérience qu'on a de l'organisation de ce type de manifestations, peut être utile à des gens en qui on a confiance ou à des combats auxquels on croit. On avait cette volonté de voir à quel point on pouvait être fédérateurs par rapport à des mouvements qui

contiennent des individus qui sont prêts à s'investir, à faire des choses, qui peuvent devenir des formidables forces dans la ville, à quel point il était possible de faire des choses ensemble et de s'entendre et si ça pouvait faire naître des idées communes et permettre d'être super présents sur la ville et d'avoir un réel poids pour être efficace à d'autres niveaux par la suite. On a choisi ces asso-



ciations parce qu'on a voulu du politique, on a voulu des gens qui sont investis dans des idées politiques. On pense aujourd'hui que ça fait partie de l'évolution de la prise en charge de sa ville ou du pays, enfin de se placer plus précisément par rapport à la lutte qu'on veut mener, le combat qu'on veut avoir.

Magid : Il y a d'abord le constat d'un échec social, politique, dans la société dans laquelle on est. Nous on cherche quels peuvent être les réseaux qui peuvent apporter une alternative, des solutions, des pistes de réflexion... ou on attend que les politiques (mais ça c'est se faire des illusions) prennent des décisions importantes ou ils nous expliquent que c'est la crise et que donc on ne peut pas faire grand chose, et on se retrouve chacun, individuellement, dans des situations modestes. On a envie d'un mouvement... alors, on cherche des pistes. On sait qu'il y a des réseaux, des groupes, des associations, des syndicats, des individus, on essaye de voir comment on pourrait faire avancer une réflexion et de l'action, pas privilégier l'un par rapport à l'autre... voilà, c'est des pistes qu'on se donne pour être toujours dans un mouvement, pas être dans un statut quo.

Mustapha : C'est né d'une réflexion qu'on a eu à Vitecri, à Ça bouge au Nord. Une des raisons qui nous a fait arrêter et qui nous a un peu dégoûtés, c'est le fait de ne pas pouvoir agir sans avoir en face de soi des élus ou des politiques dont la seule volonté c'est de récupérer. Bon, t'as beau être actif, efficace et tout ce que tu veux, à un moment donné si tu n'es pas récupérable, refaire des preuves que tu as déjà fait dix mille fois avant, c'est un constat d'échec du point de vue de la démocratie. Donc on s'est dit qu'il fallait aller trouver les forces là où elles étaient vraiment. S'il fallait encore faire des choses, si on avait encore cette envie, et on est arrivé à ce

LE BRUIT ET L'ODEUR.

« Comment voulez-vous qu'un travailleur français qui travaille avec sa femme et qui ensemble gagnent environ 15000 francs et qui voit sur le palier à côté de son HLM entassé une famille avec un père de famille, 3 ou 4 épouses et une vingtaine de gosses et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales sans naturellement travailler et si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien, le travailleur français sur le palier devient fou. Et ça n'est pas être raciste que de dire cela. Nous n'avons plus les moyens d'honorer le regroupement familial et il faut enfin ouvrir le grand débat qui s'impose dans notre pays qui est un vrai débat moral pour savoir s'il est naturel que les étrangers puissent bénéficier au même titre que les Français d'une solidarité nationale à laquelle ils ne participent pas puisqu'ils ne paient pas d'impôts. »
CHIRAC futur président de la république.
A l'heure où l'on expluse des églises, des immigrés sans papiers mais en France depuis des années et pour certain, avec une famille tout ce qu'il y a de plus française ce petit texte prend toute sa saveur.

constat là, que ça se ferait avec des organisations et des gens qui ont aujourd'hui envie d'être plus présents, qui ont des forces, qui ont envie de s'investir et qui ont des idées bien précises. C'est le plus important, nous on a toujours fait «Ça bouge au Nord» sur ce principe et on a été capables de faire des choses énormes, on croit beaucoup à la promotion d'un mouvement, le faire entendre et le faire comprendre, que les gens y retrouvent une vision de la vie et un état d'esprit dans lequel ils sont à l'aise. C'est notamment l'idée de développer un lieu de non exclusion, permanent, quelque chose où l'exclusion ne sera pas présente.

Ça fait penser à la Ville habitée. Est-ce que vous avez été présents dans cette action? Comment vous l'avez trouvée en tout cas sur le projet puisque l'idée n'a pas pu se concrétiser?

Mustapha : On n'a pas pu être présent dans ce projet parce qu'on était dans la préparation du deuxième album, notre préoccupation permanente c'est de continuer à faire de la musique, des disques... mais c'est un projet qu'on a suivi avec attention, évidemment. Des gens comme le DAL ça correspond bien à l'idée qu'on se fait... ça nous a permis d'imaginer que c'était possible, cette vision d'un combat pour des gens d'horizons politiques différents et que des militants confirmés s'investissent, ils sont très efficaces, du point de vue de l'opinion publique ils ont une très bonne réputation, ils sont très bien vus et ils sont une vraie force aujourd'hui du point de vue national, c'est possible du point de vue de l'habitat, c'est possible à d'autres niveaux, c'est possible du point de vue du racisme. C'est un peu dépassé de vouloir à tout prix exprimer le droit à la différence, le problème n'est pas là, c'est largement autant le problème du droit à la ressemblance, c'est beaucoup plus le droit à la ressemblance que le droit à la différence. Pour nous c'est important comme vision des choses, ça veut dire que les enfants d'immigrés, les beurs ou les enfants d'Africains ou les gens qui sont basanés ou différents physiquement vont, à un moment donné, ressembler beaucoup à des français tout en restant des basanéés

Justement je voulais vous poser une question sur ce droit à la différence. Il y a des thèses qui s'affrontent, certains affirment que respecter le droit à la différence c'est respecter des cultures différentes dans une communauté plus large, l'Etat nation par exemple et d'autres estiment que le droit à la différence ça se traduit par le droit à l'exclusion, le ghetto. Vous c'est plutôt cette version que vous adopteriez?

Mustapha : On est un peu plus proche, moi en tout cas, de cette deuxième version. Cette théorie, sur le droit à la différence, a été récupérée encore une fois par des politiques, de droite comme de gauche, et la seule manière dont c'est appliqué, c'est en vitrine folklorique, c'est utilisé de manière complètement fautive et c'est comme ça qu'on pose le problème de l'intégration. A la limite je pense qu'il y a beaucoup de politiques de droite qui préfèrent voir un burnous qu'un jeune arabe qui s'exprime bien et qui a une idée sur la politique française

On tourne autour du politique, alors, une question

sur les militants politiques. Est-ce que vous pensez qu'ils sont proches des préoccupations des gens et de leurs aspirations ou est-ce qu'ils sont encore dans leur bulle et sans lien avec la société réelle?

Mustapha : Pendant longtemps ça a été plutôt la bulle, enfin pendant 14 ans. Je crois que c'est en train de changer, on le ressent vraiment depuis quelque temps, depuis les expériences qu'on a eues avec des militants, on s'est trouvé beaucoup de points communs... enfin moi, j'ai pas le même rapport avec un militant du P.S. qu'avec un militant un peu plus à gauche. Je crois que les militants du P.S. ont été encore plus trompés que les autres, par rapport à leurs convictions, et ils se sont retrouvés dans un cercle de soutien inconditionnel et ils ont perdu la pertinence, l'esprit de contestation. Il y en a eu d'autres qui l'ont eu trop, qui l'ont trop conservé, qui n'ont pas su utiliser les possibilités qu'ils avaient d'être présents. Pendant longtemps les militants sont restés dans leur bureau, leur salle de réunion, ont beaucoup parlé, beaucoup fait évoluer les choses et je crois qu'aujourd'hui ça leur sert mais je crois qu'il faut qu'ils reviennent dans la rue, pour remplacer les militants du Front National.

Magid : Moi j'ai été au sein de militants politiques. Dès qu'on parle de militant politique, se projette forcément l'idée du pouvoir à acquérir pour changer le monde, changer des choses... alors là évidemment tout se complique. On veut changer le monde mais pour y parvenir il y a des modèles, des règles, des encadrements. J'ai connu des militants qui étaient là pour encarter, pour convaincre et encarter et j'ai été au sein de l'autre. C'est une formidable école, moi c'est là que j'ai tout appris, que j'ai compris les grandes règles idéologiques, politiques, économiques, sociales... j'ai compris qui j'étais, moi, grâce à des militants, pas grâce aux profs et pas grâce à un parti.

Mustapha : Les militants ont beaucoup manqué, pendant longtemps, dans les quartiers, ils ont disparu des quartiers. A une époque les communistes étaient très présents et ont beaucoup aidés nos parents à comprendre comment s'en sortir et ne pas se laisser avoir, ils ont servi de pont. Je crois que Zebda a cette volonté d'être un pont, de permettre à des gens d'aller dans les quartiers, à ceux des quartiers d'en sortir. Les militants ça doit être leur rôle aussi, d'être ce lien entre l'extérieur et l'intérieur de la cité... il faut simplement la volonté d'y aller, de faire le pas vers l'autre, on sait que ça marche... c'est un peu pour ça aussi qu'on avait cette démarche auprès des associations, c'était une manière de faire un pas vers eux... regardez

nous on est prêt et je crois que ça a déclenché quelque chose. On a commencé à discuter, à avoir des projets, on a fait ce pas là en leur disant, on croit à ce que vous faites, on vous invite et puis on veut aller plus loin, avoir des projets communs, on veut pas seulement être un soutien.

Pour revenir sur le quartier, votre local est à Arnaud Bernard. Est ce que vous avez déserté les quartiers nord?

Magid : On n'a pas vraiment déserté... s'il s'agit de VITECRI, c'est une association qui a treize ans d'histoire, aujourd'hui on boucle une boucle, c'était une histoire de potes qui avaient une idée, un point de vue par rapport à la mémoire, réhabiliter ce qu'a été vraiment l'histoire, faire en sorte que tous appartiennent à une même histoire. Dix ans se sont écoulés, aujourd'hui il nous semble qu'il faut agir autrement, par rapport au quartier. Peut être qu'il ne faudra pas construire une association



de quartier mais une association qui va travailler avec les quartiers. On est en pleine réflexion là dessus, c'est comme pour les associations avec qui on peut travailler, avec qui on essaye de créer quelque chose, tout va dans le sens d'un mouvement à créer. Il y a peut être une histoire qui se finit, une autre s'enchaîne et l'idée reste la même. ■

Interview réalisée par Roselyne

*Le Zebda a encore frappé
et frappé fort,
car il a l'art et la manière
les mots qui nous la serre*

*Spécial des dits et des non dits,
satire icône, radical en Paca
qui nous casse la baraque.
à nous radicals en bourg.*

*Pour Jefferson et les P'tits Lu
y a pas mieux à ouïr et à sentir:
y a pas mieux à vivre.
C'est «le bruit et l'odeur» qu'on aime... yo!*

J.V.

Ah si Notat savait ça !

Dans les remous qui traversent actuellement le mouvement syndical, la CFDT prise dans la tourmente des manifestations de Novembre et Décembre 1995, se trouve à la croisée des chemins. Après avoir fréquenté les antichambres et les couloirs du mitterrandisme, sa direction joue les seconds couteaux d'un libéralisme qui n'en demandait pas tant.

Dans ce contexte, le militant de base cherche de nouvelles marques. Pour apporter quelques clartés dans ce débat, Le Coquelicot a rencontré Michel Desmars, militant de la CFDT cheminot, passé à SUD Rail à la suite des grèves de décembre.

Le Coquelicot : Quelles sont les raisons qui t'ont décidé à participer à la création de Sud Rail alors que tu étais un militant très impliqué dans la CFDT ?

Michel Desmars : Après l'assemblée générale de l'opposition CFDT de janvier 96, des comportements, des décisions d'une partie de cette opposition, notamment à la Fédération Générale des Transports et de l'Équipement, à la Fédération des Finances, ont été étrangement ressemblants à ceux de la confédération. Des comportements d'appareil ou d'état-major, de bureaucratie syndicale existent au sein de la confédération et doivent être combattus au même titre que la politique de sa direction. Mais si, de surcroît, il faut combattre au sein de l'opposition ces mêmes dérives bureaucratiques, cela devient insupportable. L'envie de me battre sur les deux fronts à la fois me manquait d'autant plus qu'après le conflit de la fin 95, il me semble que l'essentiel est ailleurs. L'essentiel n'est-il pas dans le combat pour un syndicalisme nouveau tant dans son contenu que dans son fonctionnement ? Entre une opposition plus captivée par une bagarre interne largement coupée des réalités du terrain et la construction d'un nouveau type de syndicalisme plus conforme aux nécessités du moment, j'ai fait le choix de contribuer à l'émergence de la deuxième hypothèse. Choix d'autant plus facile que SUD, entre autres, existe et représente cette volonté.

Comment expliques-tu les attermolements et les interrogations de la majorité des opposants CFDT ?

Les attermolements et les interrogations ne relèvent pas d'une situation forcément homogène de l'opposition. Il y a des attitudes différentes.

Une partie de cette opposition pense que devenir majoritaire dans la CFDT est possible au prix d'une alliance avec le centre et qu'en conséquence il faut subordonner à cette stratégie d'alliance le contenu politique d'une alternance à la direction confédérale quitte à mettre un bâton sur tel ou tel aspect, et quitte à déclarer qu'on respectera le fédéralisme revu et corrigé par la direction actuelle CFDT. Ne pas effrayer le centre pour

avoir une chance d'être majoritaire vaut quelques compromissions (sinon!). Cette option repose sur l'idée qu'il suffit de substituer à une direction estampillée « droite », une autre estampillée « gauche » pour que tout change. Cette idée relève d'une vision d'état-major où la base est plus perçue comme une troupe de manœuvre que comme actrice essentielle de l'alternative nécessaire. En soi, elle est le reflet d'une approche bureaucratique de la lutte à mener, si ce n'est d'un rapport au pouvoir tout aussi inquiétant que celui de la direction confédérale.

D'autres camarades de l'opposition rêvent de la centrale syndicale unique dont la CGT, organisation historique et la plus importante (?), serait le pilier. Normalement ils considèrent que partir de la CFDT, c'est rejoindre la CGT. Mais, comme

quant ils « tiennent » des structures suffisamment fortes (Union régionale, fédération, UD...) pour impulser leur propre politique revendicative. Ils pensent eux aussi, à leur exemple, que devenir majoritaire est possible, voire inéluctable.

Les opposants, « CFDT en lutte », redemandent en avril la tenue d'un congrès extraordinaire et ont décidé de tenir en juin une assemblée générale pour décider, collectivement, de la sortie ou non de la confédération. Tu ne sembles pas croire que ces militants soient prêts à créer une nouvelle confédération ?

Toutes les attitudes, décrites précédemment, existent mais n'ont pas été mises clairement sur la table lors de l'AG de janvier, laissant croire à une volonté de tous qu'en l'absence de congrès extraordinaire décidé par le comité confédéral d'avril 96,

la sortie groupée serait à l'ordre du jour, offrant ainsi la perspective d'une recomposition syndicale à partir d'un pôle interprofessionnel puissant capable de regrouper plus largement que les seules forces issues de la CFDT. Aujourd'hui, il est clair que depuis janvier nombre d'attitudes et d'actes posés par les uns et les autres au sein de l'opposition rendent aléatoire une telle perspective. Beaucoup, parmi les militants, les structures de base CFDT n'y croient plus. En particulier ceux qui, convaincus de la nécessité de sortir, avaient différé celle-ci pour une sortie plus groupée à condition de fixer une échéance. Cette échéance devait être l'AG de juin. Bien que personne ne croit à la décision d'un congrès extraordinaire par le CNC, l'ordre du jour ne pré-

voit pas une discussion sur la sortie ou non..., montrant ainsi que pour les « organisateurs » elle n'est plus d'actualité. Le non-dit de janvier est maintenant « exprimé » plus ou moins clairement. Alors, reste la perspective de devenir majoritaire... existe-t-il une chance ? Je ne crois pas tellement l'appareil confédéral est verrouillé : un conseil national composé presque en totalité de permanents étroitement dépendants de l'appareil tant pour leurs moyens que pour la sauvegarde du « cocon » que nombre d'entre eux se sont créés. Pour l'opposition, l'organisation en tendance, avec une équipe dirigeante, n'y changera rien car les vagues de contestation viennent, comme au PC, se briser sur l'appareil en place. L'écœurement risque d'être au bout, à moins que... Ceux qui, en marge de la majorité oppositionnelle, avaient fait le choix de partir en janvier pour construire SUD, notamment



ils savent pertinemment qu'aujourd'hui, chez la majorité des adhérents et des militants de l'opposition CFDT, pour diverses raisons, cette option n'est pas mûre (le sera-t-elle un jour ?), ils font le choix de rester dans la CFDT et, bien sûr, de combattre la création de SUD-Rail qui hypothèque leur objectif et peut, le succès aidant, interdire à moyen terme de rejoindre la CGT. Créer SUD-Rail est pour eux une erreur comme l'a été la création à l'époque de SUD-PTT.

Enfin, d'autres, parce que qu'ils ont été parmi ceux qui ont construit la CFDT des années 60/70, celle qui revendiquait une autre société basée sur le socialisme autogestionnaire, ne veulent pas quitter cette organisation qu'ils considèrent comme la leur. Les autres sont quelque part « usurpateurs » qu'il faut évincer. Ils sont la CFDT et couper le cordon ombilical leur est impossible d'autant



chez les cheminots, seront très certainement rejoints par de nombreux autres. Il est cependant dommage que de tels comportements au sein de l'opposition aboutissent à des fractures pour lesquelles la cicatrisation demandera du temps, le moins possible espérons-le !

Construire un syndicalisme à 10% en restant à la CFDT, où un syndicalisme à 20%, 30%... en sortant tel est le choix qui est posé. Sortir pour travailler à une recomposition syndicale sur des bases nouvelles a permis, comme le montrent les résultats aux élections à la SNCF, là où SUD-Rail s'est présenté, de catalyser des voix de syndiqués et de non syndiqués qui ont vu un espoir dans ce type de structure. S'ils étaient restés dans la CFDT, il n'est pas sûr qu'ils auraient eu le même résultat. Globalement la CFDT régresse partout, ce qui démontre qu'elle est l'objet, chez les salariés, d'une défiance qui se traduit aussi dans les votes. SUD est capable de capitaliser ce truc-là. Donc le choix est là, rester dans la CFDT et travailler pour un syndicalisme regroupant 10 % des salariés ou bien sortir et construire un outil nouveau, avec l'espoir de sortir de cette frange des 10%.

Tu parles d'un syndicalisme nouveau, de quoi s'agit-il ? Est-ce prématuré d'en parler ?

Non. Je pense que ce n'est pas prématuré. Je pars de l'analyse que le capitalisme d'aujourd'hui n'est pas celui du siècle dernier. On arrive au XXI^e siècle. Le chômage, par exemple, est devenu endémique. Il n'est pas dû à la fatalité, mais à un système économique basé sur des rapports d'exploitation, dans lequel on a besoin de moins en moins d'heures de travail pour produire de plus en plus de richesses. Le capitalisme pour répondre à cette contradiction a fait le choix de maintenir la durée du travail individuel de chaque salarié et d'exclure du processus ceux qui sont en trop. Ce qui fait qu'aujourd'hui on est dans un système qui produit du chômage mais aussi de l'exclusion sociale. Au nom du libéralisme, la politique du gouvernement consiste à assurer le minimum à ceux qui sont exclus du travail pour éviter les vagues en leur donnant de quoi « crever » à petit feu. Face

à cela, je pense que la réduction du travail est actuellement une revendication importante. Or le syndicalisme s'est construit autour de la valeur « travail » alors que l'évolution montre qu'il y a de moins en moins de gens qui travaillent. Et même si l'on travaillait tous, on travaillerait moins, ce qui veut dire que la place du travail, une des valeurs sur laquelle repose cette société sera de plus en plus relativisée. La question aujourd'hui peut être posée : le travail est-il toujours central ?

Un syndicalisme qui s'est construit à une période où le travail occupait une telle place risque d'être dépassé de gré ou de force; de gré, si on fait le choix d'une réduction massive du temps de travail, de force, si c'est l'exclusion qui régule le trop plein de main d'œuvre. Aujourd'hui il s'agit de bâtir un syndicalisme qui prenne en compte ces phénomènes produits par le système capitaliste. Le syndicalisme doit travailler à l'émergence de nouvelles valeurs, autour du temps libre, d'activités non aliénantes. Or le syndicalisme tel qu'il est actuellement ne répond pas à ces questions, à ces nécessités ; le problème du chômage le montre bien. Par contre des associations comme A.C.!, le D.A.L. ont pris en compte ces phénomènes d'exclusion. Je pense qu'un nouveau syndicalisme commence à s'exprimer à travers ces associations qui ne sont pas concurrentes mais partenaires. Il faut donc trouver des lieux où les diverses associations et organisations syndicales pourront travailler ensemble.

C'est d'une certaine manière donner un contenu politique au nouveau syndicalisme. Il faut aussi développer un nouveau concept : celui de l'interprofessionnel. Actuellement, c'est une notion qui fait référence aux seuls salariés, mais demain cela concernera aussi les exclus. L'interprofessionnel doit inclure autant les revendications des boîtes que celles relatives aux quartiers, aux logements, etc. C'est un peu tout cela qui est en gestation; et c'est cela que des organisations comme SUD ont commencé à mettre en pratique, en participant aux réquisitions de logements et aux initiatives d'A.C. Pendant ce temps, la CFDT et la CGT, à différents niveaux ont refusé de signer l'appel pour la manifestation UNEDIC du 23 Mars à Paris, même si

des structures de base de ces syndicats sont dans ces luttes aux côtés de SUD. Dans tous les cas, cela montre la voie de ce que peut être un nouveau syndicalisme. Mais des questions se posent : Où pourrait-il se construire ? Dans de nouvelles bourses du travail ? Comment fonctionnera-t-il ? A ce jour ne sont pas reconnus le rôle et la place des AG, le mandatement avec la notion de rotation des responsabilités pour éviter le risque de bureaucratization, la révocabilité à tout instant, la limitation des mandats. D'autres questions restent en suspens : comment éviter de perdre le contact avec la base ? La direction ne peut-elle pas être collégiale ?

Voilà toute une série d'interrogations posée d'une certaine manière pendant le mouvement de novembre et décembre. Les dernières manifestations n'ont fait que révéler ce qui était en germe depuis pas mal de temps : sans être contre le syndicalisme, les gens se foutent un peu des étiquettes. Ce qui est sûr c'est que les organisations syndicales actuelles sont complètement archaïques ou totalement dépassées.

Tu viens de prendre connaissance du résultat des élections professionnelles à la SNCF auxquelles, pour la première fois, SUD-Rail a participé. Peux-tu, à chaud, nous les commenter ?

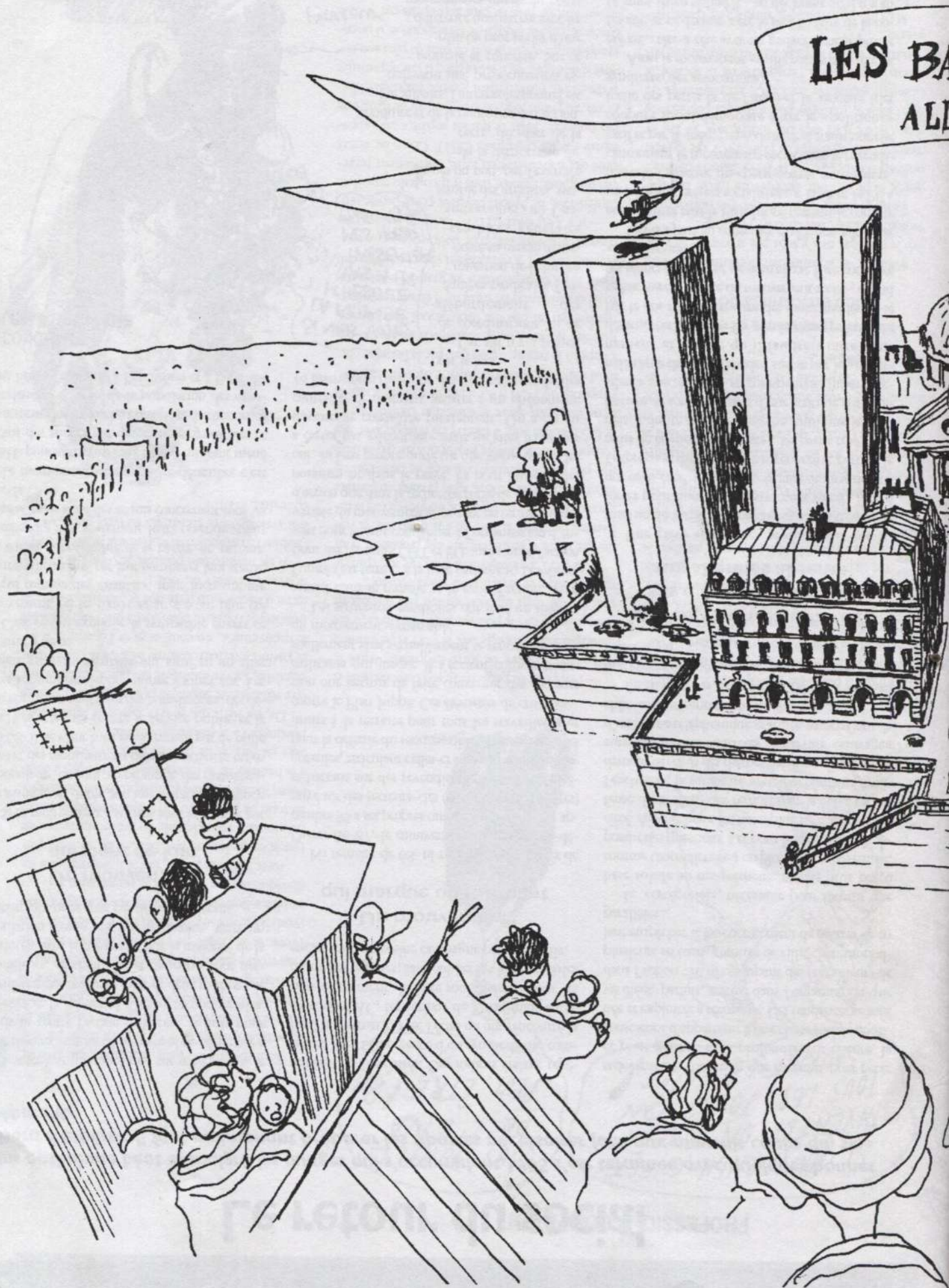
A partir de ces chiffres, ce ne pourra être qu'une ébauche ; il faudra encore vérifier. Là où SUD s'est présenté, il a exercé une attraction non négligeable chez les cheminots. A Paris sud/est et St-Lazare où les gens sont passés en bloc à SUD, celui-ci fait la totalité des voix de la CFDT et même dans certains endroits fait mieux ; SUD devient la première organisation syndicale, sans pour autant que la CGT perde des sièges, d'après ce que j'en sais pour l'instant. SUD a surtout mordu chez les non syndiqués, ce qui montre qu'il existe un désir d'une autre pratique syndicale et qu'à leurs yeux, SUD l'incarne. La CFDT perd quasiment 8%. Dans les endroits où SUD se présente, il fait des scores relativement intéressants ; dans certains établissements il devient la première organisation syndicale et souvent la deuxième. Les résultats confirment qu'aujourd'hui la voie est à la création de quelque chose de nouveau, hors des sentiers battus.

D'après toi dans notre ville qu'elle est la position majoritaire chez les opposants CFDT qui n'ont pas encore fait le pas ?

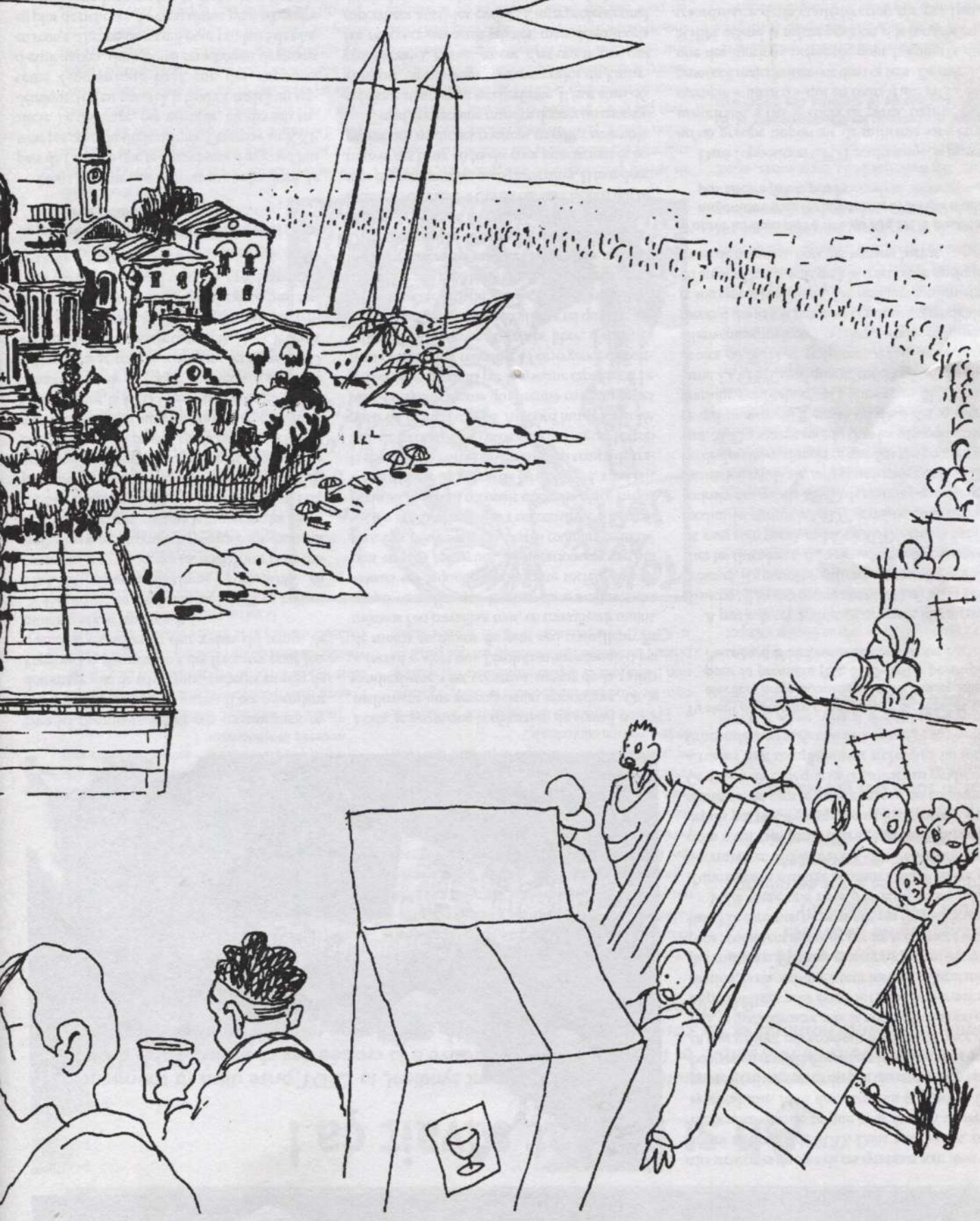
Dans l'opposition CFDT toulousaine, je pense qu'un groupe important de militants sans être majoritaire, a fait le choix de partir, comme par exemple « interco » qui au cours d'une AG s'est prononcé majoritairement dans ce sens. De même, une des motions présentée pour le congrès du SGEN défend la même position si le congrès extraordinaire de la confédération n'a pas lieu. D'autres militants ont la même attitude, aux finances, aux douanes, à l'ANPE, à la santé, à la SNCF aussi après les élections. Tous veulent un départ groupé pour permettre la concrétisation rapide sur Toulouse d'un lieu de convergence où se retrouveraient des gens issus de la CFDT, mais aussi d'autres syndicats et des militants d'associations. ■

Propos recueillis par Juanito

LES BA
ALL



BARE'S
CORTE



Le retour du social

Sans optimisme béat et malgré les nuages qui s'accumulent, 1995 s'est terminée avec quelques bonnes raisons d'espérer. Il faut maintenant préparer les ripostes nécessaires face aux mauvais coups qui se préparent.

Bousculant (presque) tout sur son passage, le mouvement social de novembre-décembre a remis au centre l'action collective, la lutte pour l'égalité et la solidarité. Grèves reconductibles, manifestations massives, plus de deux millions de travailleurs, de chômeurs et de jeunes sont descendu(e)s dans la rue tandis que la majorité de la population témoignait une sympathie, voire un soutien, qui ne se sont pas démentis depuis.

Un mouvement qui vient de loin

Si ce mouvement a surpris tout le monde par son ampleur, sa durée, son implantation profonde et populaire -on a vu, en province, des manifestations et des mobilisations plus importantes qu'en mai 68- il ne vient bien évidemment pas de nulle part. Les attaques contre le service public et la sécu ont été un révélateur des humiliations, des défaites accumulées depuis quinze à vingt ans. Les projets gouvernementaux ont ainsi eu un effet «goutte d'eau».

C'est ce qui explique la sympathie envers ce mouvement, où les fonctionnaires n'ont plus été perçus comme des «nantis», mais bien comme des travailleurs qui, par leur nombre et leur statut, ont encore la possibilité de se battre, et, partant, de défendre non seulement leurs revendications propres, mais aussi des acquis concernant tous les salariés.

Le mouvement de novembre-décembre c'est aussi la poursuite d'un long travail militant mené depuis des années par des équipes syndicales et des associations de lutte, et une prise de conscience grandissante au sein de la population des questions liées à l'emploi, à l'exclusion et à l'accrois-

sement des inégalités. Des indices étaient repérables, avec l'émergence d'un syndicalisme combatif et alternatif, avec l'écho qu'ont rencontré la création d'AC, les actions de DAL, mais aussi, plus récemment, la forte mobilisation pour les droits des femmes; sans oublier les luttes sociales enclenchées en pleine campagne présidentielle.

Un mouvement qui marque un tournant

Ni remake de 68, ni répétition des luttes de l'hiver 86-87, le mouvement de novembre-décembre 95 a ses propres caractéristiques. Il s'est appuyé sur des secteurs-clés (cheminots, transports) se battant sur des revendications en partie catégorielles, articulant celles-ci à un «tous ensemble» pour la défense du service public, pour les mêmes droits à la retraite pour tous les travailleurs et contre le Plan Juppé. Ces éléments de cristallisation ont permis de faire converger des secteurs militants qui jusque là s'étaient côtoyés ponctuellement sans véritablement se rencontrer dans un mouvement d'ensemble.

Les structures syndicales ont joué un rôle essentiel dans le rythme et le type d'action. Mais l'unité s'est faite... à la base seulement. Les directions des centrales CGT et FO ont favorisé l'action sans pour autant contribuer à l'organisation d'ensemble du mouvement et ce, tant en terme d'unité d'action que dans la recherche réelle de l'extension, notamment dans le privé. Et pour cause : elles ont, au sens propre, surfé sur une vague qui ne les a certes pas «débordés» mais qu'elles n'ont pas davantage contrôlée totalement. On a pu au contraire, de nouveau, assister à un phénomène «d'instrumentalisation» des structures syndicales par la base.

Car s'il n'y a pas eu de coordinations, ni de débordement des équipes syndicales, l'autogestion de la lutte a existé au niveau des assemblées générales souveraines, où l'ensemble des grévistes, syndiqués ou non, par l'exercice de la démocratie directe, décidait de la conduite et de la poursuite de l'action.

Par ailleurs, l'interprofessionnel est redevenu une préoccupation essentielle et concrète. Sur ce plan on peut parler d'une différence qualitative avec les mouvements initiés au cours de l'hiver 86. Le «tous ensemble» est

redevenu une condition sine qua non pour peser et pour gagner. Plus profondément encore, la conscience d'appartenir à une classe sociale dominée et exploitée a réémergé. Ces tendances se sont vérifiées, parfois, autant dans l'organisation que dans l'action : AG regroupant des travailleurs de plusieurs secteurs, comités de ville; cheminots allant empêcher le fonctionnement de centres de tri parallèles...

Le «catégoriel», nécessaire pour fournir une base solide au mouvement, n'était plus perçu comme contradictoire à un plus vaste mouvement, posant des questions à et pour l'ensemble de la société. Ainsi le lien a été fait rapidement entre la défense de la sécu, des retraites, et la lutte contre l'exclusion, la solidarité avec les chômeurs, rapidement devenus des thèmes majeurs, et prenant là aussi des formes concrètes (ouverture «sauvage» d'une ligne téléphonique gratuite, associations de chômeurs présentes dans les cortèges...).

En ce sens, oui, Juppé avait raison : c'est bien une grève politique qui s'est progressivement dessinée.

Le peuple est dans la rue, ses «représentants» aux abonnés absents

Une grève «politique» révélant plus que jamais un décalage, une marche asynchrone entre les forces politiques et le mouvement social. Tandis que celui-ci réhabilitait le politique -le droit de cité, l'expression directe de la citoyenneté et partant le refus de la «pensée unique»-, les partis traditionnels, à droite comme à gauche, ainsi que le parti fasciste, se sont contentés d'une attitude allant du silence spectaculaire, au commentaire quasi-journalistique de «la méthode» suivie par le gouvernement et de «ce qu'il faudrait faire pour désamorcer la crise». En gros la classe politique a fait le dos rond, attendant des jours meilleurs -le reflux voire la défaite du mouvement social-, quand ses ténors pourraient de nouveau se faire entendre «sans risques».

Le PS a joué au conseiller du Prince, gêné aux entournures tant le Plan Juppé ressemble comme un frère aux projets socialistes sur la sécu; le PC a martelé l'absence de «perspectives politiques», cantonnant le mouvement social dans le revendicatif et par là-même reproduisant la traditionnelle coupure social-démocrate entre le «politique» (celle des partis et de l'Etat) et le «social» (des syndicats, des associations).

Ainsi le mouvement «mille pattes sans tête» a été en... tête-à-tête avec un gouvernement plutôt fuyant, et ce dernier a été le seul à «faire de la politique» (bien obligé !)... en déclarant qu'il n'y en avait pas d'autre possible ! C'est-à-dire en met-

ÉCONOMISTE PLEIN D'OPTIMISME



PROFESSION : COMPÉTENT



Tout comme FO mais pour des raisons inverses, les «confédéraux» de la CFDT ont été en porte-à-faux d'un mouvement reliant les questions de l'emploi, de la protection sociale, à la lutte contre le chômage et l'exclusion. Le discours confédéral s'est trouvé démenti par la réalité du mouvement : Notat et sa clique ne peuvent plus prétendre au syndicalisme «solidaire». Il est, et il sera, de plus en plus ailleurs : «l'autre pôle» syndical, ignoré médiatiquement, a continué sa progression.

Avec SUD, le SNUI, la FSU, des syndicats autonomes de luttes, la CNT... c'est tout un pan, maintenant considérable du syndicalisme qui est en train de gagner du terrain, sans toutefois encore peser, nationalement et interprofessionnellement, à la hauteur de sa représentativité réelle. Ce décalage est fort, et de plus en plus inversement proportionnel à la réalité du terrain.

Or, les liens qui se sont tissés, la lutte collective réhabilitée, laisseront probablement des traces durables. Le syndicalisme combatif, indépendant et parfois alternatif comme SUD, à la pointe dans le mouvement, du combat pour l'égalité et la solidarité, se retrouve confronté à une responsabilité forte, d'autant plus forte que la mobilisation est de nouveau à l'ordre du jour.

Il est maintenant possible de travailler à de véritables ripostes de masse, face aux mauvais coups qui vont tomber contre les services publics et le code du travail.



– FO, prise au piège entre son corporatisme et son «radicalisme» de forts-en-gueule, entre le (faux) partenariat obligé avec la CGT et ses affinités naturelles envers le pôle syndical «modéré», a été mal à l'aise dans un mouvement peu suspect de corporatisme et se politisant effectivement ;

– la CGT a globalement bien tiré son épingle du jeu, étant la seule centrale à se prononcer pour l'action, autant à la base qu'à la direction, et respectant avec plus ou moins de bonne volonté la démocratie du mouvement, voire prenant en compte son pluralisme syndical. Au delà de cette réalité, compréhensible par des évolutions effectives dans la CGT et qui sont à mettre en relation avec des liens assouplis entre la direction confédérale et l'appareil du PCF, il n'y a pas de modification de fond dans sa conception même du syndicalisme. L'appel à la reprise du travail, par la branche cheminots, la veille de la manifestation du 16 décembre, en est une des illustrations. Par ailleurs, seule organisation en capacité d'étendre massivement le mouvement dans les grandes entreprises privées, la CGT a visiblement cherché à éviter au pouvoir une véritable crise politique ;

– il y a eu deux CFDT. Celle de la direction confédérale, de Notat, devenue porte-parole officiel du gouvernement dans le monde du travail, et celle des travailleurs en lutte, notamment représentée par les cheminots CFDT. Cela n'est certes pas nouveau. Mais ce qui est inédit, c'est l'apparition, au grand jour, du changement de nature de la direction, ouvertement gagnée aux thèses libérales d'une part, et, d'autre part, d'une opposition grandissante et qui prend de plus en plus son autonomie, où les enjeux de conception et d'orientation sont de plus en plus appropriés par la base et publiquement. La CFDT est dans une situation de scission de fait.

tant à mort la politique elle-même : il n'y aurait plus que de l'économique. Vieux refrain, hérité des bons offices socialistes des «années-fric». Pourtant, cette fois-ci, la recette n'a pas fonctionné. La «fracture sociale» est passée par là. Certes, l'extension du mouvement au privé n'a pas été possible, pas au point en tout cas d'une grève générale totale, qui, à l'instar de Mai 68, aurait paralysé le pays.

Malgré l'ampleur de la mobilisation le Plan Juppé n'a pas été retiré. Fort de sa majorité... parlementaire le gouvernement a survécu, s'asseyant avec cynisme sur les aspirations de la majorité réelle. D'où l'image, caricaturale mais pourtant si nette, d'une «élite» possédante, technocratique et hautaine, ne tenant aucun compte, au mépris de toute règle élémentaire de démocratie, de l'expression populaire...

Un mouvement profond de remobilisation

Pourtant - et la droite dans son ensemble, ainsi que le patronat ne s'y sont pas trompés- le gouvernement aurait tort de crier victoire.

Le mouvement social sort non pas vaincu mais plutôt dopé de cette épreuve de force. Les travailleurs n'ont pas cessé la grève dans la défaite : concrètement le contrat de Plan SNCF est «gelé»; pour l'heure il ne sera pas touché aux 37 ans et demi dans la fonction publique; les postiers de Caen ont gagné sur les CDD, les traminsots de Marseille ont posé à l'ensemble de la société le scandale de statuts inégaux au sein d'une même entreprise.

Mais les organisations syndicales traditionnelles n'ont pas été à la hauteur, ni des enjeux, ni de la mobilisation réelle :

► La fin du consensus

Etape probable pour de prochaines mobilisations de masse, le mouvement de novembre-décembre 95 marque ainsi un tournant important dans la modification du rapport de force idéologique construit au cours de la décennie 80, et dont la gauche au pouvoir s'était fait le plus efficace artisan.

Il sonne le grand «retour» de l'imaginaire social et collectif, où, de nouveau, des concepts - comme la lutte de classe, la classe ouvrière - reprennent un sens concret, bien au-delà des milieux militants. Le retour de l'action directe de masse (il n'y a pas de «fin de l'histoire», ou de fatalité historique), confirme le retour de l'utopie (ce sont les hommes qui font l'histoire).

C'est toute la construction de l'idéologie dominante des années 80 qui est ainsi secouée : l'eldorado libéral capitaliste, la fascination mystique pour la Bourse et l'économie. Tout ce qui apparaissait alors comme «ringard», «dépassé» ou «archaïque» devient soudain synonyme de... modernité et d'avenir. L'engagement, le militantisme, font de nouveau sens et reprennent une connotation positive pour des millions de travailleurs, de chômeurs et de jeunes.

La force du mouvement, sa radicalité et sa profondeur se vérifient également par l'écho naturel qu'il a rencontré dans les milieux intellectuels.

Là aussi, la lutte de classe est passée par là et la fin du consensus* est nette : il y a clairement des enjeux politiques autour de l'analyse du mouvement et des valeurs qui s'en dégagent; des enjeux autour d'engagements contradictoires. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve chez les intellectuels «de gauche» (Esprit comme soutien-alibi) les mêmes clivages qu'à l'intérieur de la gauche politique (le PS était loin d'être homogène et à l'aise dans sa «critique» du plan Juppé - et pour cause) et du syndicalisme (Notat comme alliée de choc du pouvoir).

Un moment-clé dans les luttes de classes

Pour autant, nous n'avons pas changé de période historique. Celle-ci est plus que jamais marquée par la poursuite des mêmes tendances lourdes qui la caractérisent : chômage massif et structurel, régression sociale généralisée et crise permanente, avec des mouvements sociaux encore largement défensifs face à une offensive capitaliste qui ne fléchit pas. Le réveil social vient simplement signifier qu'un passage à un degré supérieur vers l'affrontement de classe est en train de s'effectuer.

Car en France comme en Europe, d'autres chocs d'ampleur sont devant nous, et la récession qui s'amorce va les décupler. Le prolétariat, déchiré par la crise, divisé entre travailleurs actifs et sans-emploi, à l'étroit dans ses frontières nationales et gangrené par le racisme, va ainsi subir une attaque frontale sans précédent. Un tournant de civilisation est à l'ordre du jour pour que le système trouve les moyens de survivre à la crise du mode de production capitaliste - mode d'exploitation et de do-



mination confondus-, et à la crise majeure du rapport salarial.

Face à l'électrochoc libéral, le mouvement ouvrier, en crise profonde, n'est pas le mieux armé. Entraîné vers la défaite, l'impuissance et le renoncement par des appareils issus des «socialismes d'Etat» social-démocrate et lénino-stalinien, il a subi tour à tour ces modèles puis leur implosion.

Il faut donc, au-delà des ripostes nécessaires, et qui ont fait cruellement défaut ces vingt dernières années, s'atteler, sur le fond, à une véritable reconstruction du mouvement social «pour lui-même». C'est-à-dire retrouver les voies de l'auto-émancipation et de l'auto-activité du prolétariat. Un défi possible, potentiellement, grâce à l'accumulation d'expériences fortes, dans le syndicalisme et les associations de lutte.

Le mouvement, par et pour lui-même

Ce n'est sans doute pas un hasard si la presse a évoqué, à plusieurs reprises, «l'anarchosyndicalisme» du mouvement. Au-delà de la formule, le social par et pour lui-même, tel qu'il s'est exprimé en novembre-décembre, évoque bien une dynamique sociale qui ne délègue pas son pouvoir aux partis, à l'Etat, et pas davantage aux directions confédérales. Ce phénomène explique l'embarras du PCF et le «freinage accompagné» de la CGT, la prise de conscience de possibles «emballements» si les grèves perduraient, et de «débordements» d'autant plus possibles avec la fin de l'hégémonie des organisations traditionnelles et l'émergence de nouvelles structures, d'autant plus possibles enfin avec l'aspiration au «tous ensemble» solidaire.

Il y a dans le pays une «majorité d'idée», une majorité «sociale» contre la régression et l'exclusion. Ces aspirations, parfois exprimées confusément, ne trouvent aucune traduction politique, au sens de la politique des partis. La crise est aussi celle des représentations, et comment pourrait-il en

être autrement après les illusions perdues des paradis artificiels des «socialismes d'Etat» ?

La «gauche sociale», la gauche de la rue, des entreprises et des quartiers n'a d'autres vecteurs que ses organisations propres, qu'elles soient permanentes (syndicats et associations) ou ponctuelles (AG, comités de grèves, coordinations...). Ce qui manque désormais à cette gauche sociale, qui a fait la preuve de son existence et de sa force, c'est, non pas de nouvelles aventures politiciennes qui prétendraient «donner un prolongement politique à ses luttes» - en fait les détourner et les canaliser de nouveau électoralement et procéder à son désaisissement à travers la conquête de l'Etat- mais une stratégie autonome, capable de fédérer les luttes et les contre-pouvoirs, d'organiser durablement les convergences, depuis la base, en retissant le lien social. La province a donné l'exemple et démontré que c'est possible. Un gisement immense de disponibilités pour l'action et la transformation sociale s'est révélé au cours de ce mouvement.

Un véritable front social de masse est à l'ordre du jour, pour que les droits, l'égalité, la solidarité ne subissent pas des défaites majeures.

Un front de classe qui tire les leçons des exigences et des nécessités de la démocratie directe, de l'urgence à tisser des liens forts de citoyenneté avec tous et toutes, les chômeurs et les exclus, les immigré(e)s et les jeunes des banlieues. Un front social solidaire qui fédère les organisations syndicales, les associations de luttes, les structures d'auto-organisation, sur la base d'une plateforme pour la défense intransigeante de l'égalité des droits : droits à la dignité, à la parole, à l'emploi, à la création, au logement, à la santé, à l'éducation...

Des enjeux majeurs pour la transformation sociale ... et pour la révolution

Une grande riposte est possible. Mais l'existence de fait d'un front social ne suffit pas. Sans

ARGUMENTS

une construction plus «grammaticale», le mouvement social s'en remettra une fois de plus à la délégation de pouvoir et aux appareils bureaucratiques quels qu'ils soient.

Il faut donc des outils de masse, indépendants et démocratiques, et notamment un syndicalisme alternatif puissant porteur d'un projet pour l'ensemble de la société, pouvant contribuer à l'unité du mouvement social.

Des enjeux immédiats :

- le développement de ce type de syndicalisme.

Travailler à son implantation et à son unification, dans le public et dans le privé, avec une priorité à l'interprofessionnel et une ouverture au-delà des entreprises, à l'instar des premières Bourses du Travail afin d'organiser concrètement et quotidiennement la solidarité avec les chômeurs ;

- les services publics comme choix de société.

Ce que le mouvement de novembre-décembre a exprimé, ce n'est pas le «plus d'Etat», le retour à un prétendu «Etat-providence», ce n'est pas plus de bureaucratie et «d'assistanat» mais plus de social, plus de droits et de propriété collective : les services publics appartiennent aux travailleurs et cette socialisation participe de l'organisation de l'égalité et de la solidarité entre tous.

Il faut se battre pour leur défense, leur extension et leur autogestion !

Pour cela, il faut bien sûr des volontés politiques. Car il s'agit bien de combats, de choix, de conceptions.

Nous inscrivant dans une filiation syndicaliste-révolutionnaire et anarchosyndicaliste, communiste libertaire, internationaliste et prolétarienne, c'est sur le terrain du «social/sociétal» -expression la plus concrète du politique-, de son autonomie et de son auto-organisation, que nous estimons prioritaire de concentrer nos efforts. Ces choix sont clairs : refus de la politique bourgeoise et bureaucratique, de la délégation de pouvoir partidair et étatique. C'est le choix de l'action de masse, le choix de la révolution. Car construire un courant libertaire révolutionnaire, organisé jusqu'à l'échelle internationale, un courant libertaire rénové et ouvert à l'ensemble de l'expérience du mouvement ouvrier et social, intervenant au cœur des luttes de classes, fait partie des enjeux de l'heure, parmi lesquels l'émergence d'une alternative anticapitaliste de masse. ■

Marco SAZZETTI

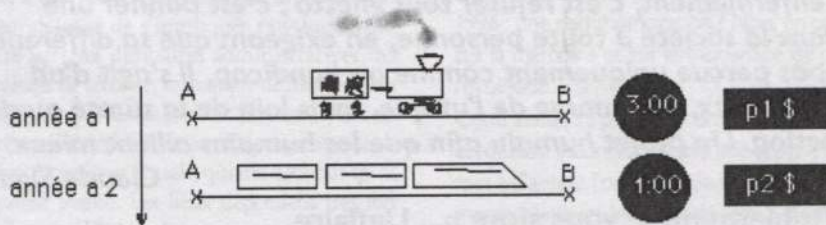
* Consensus symboliquement initié à la fin des années 70 par la rencontre Sartre-Aron et mis en scène par les «nouveaux philosophes» de supermarché (Glucksman et l'opportunistement nommé BHL), et autres «intellectuels» mondains à la Sollers...

Le dit «consensus» étant par nature, policé, ces courtisans auront reçu tour à tour la bénédiction du pouvoir giscardien, les faveurs mitterrandiennes et les attentions balladuriennes...

PROBLÈME

Problème : Envoyez vos réponses au journal coquelicot
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Voici un exemple pour vous guider dans le type de réponse attendu. Bruno



La société X assure le transport de passagers du point A au point B. En l'année a1, le prix du ticket était de p1. Chaque voyage durait 3h et il y avait 10 passagers par voyage.

Un groupement d'usagers a revendiqué et obtenu pour tous, la gratuité du transport pour une personne ayant effectué 1000 voyages.

La société X s'est modernisée. Les progrès techniques et l'investissement consenti, font qu'en cette année a2, le voyage comprend 100 passagers et ne dure qu'1h.

Faut-il augmenter ou diminuer le prix p2 du ticket ?

Faut-il diminuer le nombre de voyages pour la gratuité du ticket ?

Logique de la société X :

Il faut augmenter p2

- Le voyage ne dure qu'une heure et non trois heures.
- Le service est meilleur (confort, bruit, pollution, sécurité...).
- Il faut que l'entreprise profite de son investissement.

Il faudra 1500 voyages au lieu de 1000 pour la gratuité.

- Le voyage est bien moins dure à supporter.
- Le trafic ayant augmenté, un trop grand nombre voyagerai gratuitement.
- C'est devenu un voyage de luxe et la gratuité touche à l'image de marque.

Logique de l'usager :

Il faut diminuer p2

- C'est les usagers qui ont contribué à la croissance de la société.
- Il y a eu augmentation du trafic et de la fréquence des voyages.
- Le coût de fonctionnement est moindre, puisqu'on a supprimé des emplois.

Il faudra 500 voyages au lieu de 1000 pour la gratuité.

- Cela laisse, malgré tout, à la société un large bénéfice.
- Les usagers plus nombreux pèsent plus sur la décision.
- Bonne publicité et image de marque.

Problème : L'accroissement des richesses, les progrès techniques...
ayant entraîné une diminution des heures de travail

Faut-il augmenter ou diminuer les salaires ?

Faut-il avancer ou retarder le départ à la retraite ?

Logique de l'Etat :

Logique du salarié :

Le Coral

Vivre avec

« Construire des lieux de vie c'est éviter de construire davantage de lieux d'enfermement; c'est refuser tout ghetto ; c'est donner une place dans la société à toute personne, en exigeant que sa différence ne soit pas perçue uniquement comme un handicap. Il s'agit d'un projet ambitieux, à la marge de l'utopie, mais loin de la sûreté ou de la perfection. Un projet humain afin que les humains aillent mieux. »

Claude Sigala

« Visiblement, je vous aime »... L'affaire

J'ai eu l'opportunité entre 1980 et 1985 d'être l'un des permanents de ces lieux de vie, communautés d'adultes qui accueillent le plus souvent à la campagne enfants, adolescents, adultes en souffrance, coincés souvent entre les murs de l'institution spécialisée; voire de l'hôpital psychiatrique.

1980 - 1985, cinq années « charnière » de lutte contre des institutions souvent rétives à ces expériences qui se veulent alternatives à l'enfermement psychiatrique, institutionnel.

Cinq années de collaboration aussi avec des juges et des travailleurs sociaux progressistes. Cinq années d'ouverture sur l'environnement pour faire comprendre et accepter « la différence ». Cinq années de bonheur, de doutes et de souffrances partagés avec celles et ceux que l'on juge « fous » ou « déviants ».

Un peu d'histoire : en 1981, le nouveau ministre de la justice Robert Badinter voulait vider les prisons de tous les mineurs et confier ces jeunes aux lieux de vie qui, à l'époque, ont le vent en poupe! Des intellectuels, personnalités de gauche soutiennent l'expérience.

1983 : vaste affaire politico-policière. Les lieux de vie « prolifèrent » et mettent en danger le système bien rodé police-justice-enfermement... Et l'on accuse -à tort- les permanents du lieu de vie « Le CORAL » de s'adonner à la pédophilie avec les jeunes accueillis et l'on essaye -à la veille des élections municipales de 1983- de discréditer les « politiques » de gauche qui ont encouragé la reconnaissance des lieux de vie.

« Visiblement je vous aime »... l'interview.

A la suite de la projection de l'excellent film de J. Michel le Carré nous avons rencontré Christiane Bourdin, formidable maman de deux filles, Frédérique et Marie Laure, qui séjournent dans les lieux de vie depuis une quinzaine d'années. Écoutons la !

Le Coquelicot : Christiane, tu as tes deux filles en lieu de vie depuis combien de temps? Pourquoi le choix d'un lieu de vie plutôt qu'une institution classique?

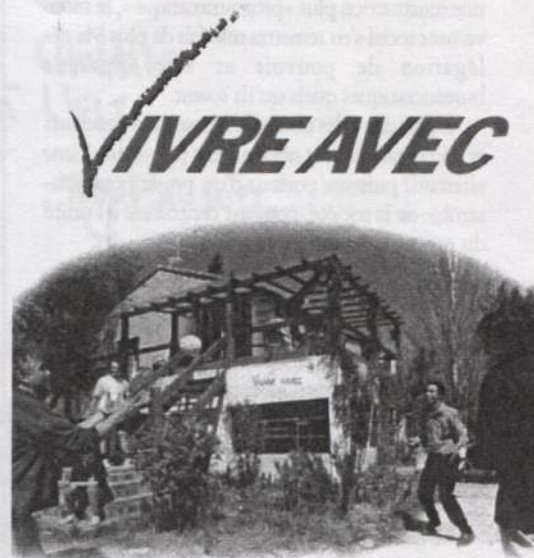
Christiane : Marie-Laure est entrée au Coury (lieu de vie dans l'Aude) en novembre 1979, Frédérique au Coral en novembre 1980 (lieu de vie du film de « Visiblement je vous aime »). L'IMP (Institut Médico-Pédagogique) où était Marie-Laure nous a dit de chercher une place ailleurs car je ne voulais pas qu'elle aille en IMPRO (Institut Médico-professionnel); elle devait quitter l'IMP pour limite d'âge. Nous n'avons rien trouvé, un coup elle était trop jeune, trop vieille, trop handicapée, pas assez... Alors je me suis piquée la colère, demandé à rencontrer le psychiatre de l'IMP qui était Sadoul, c'est lui qui m'a donné les coordonnées de Claude

Sigala (permanent du lieu de vie du Coral) en me disant, marginale comme vous êtes, cela vous conviendra peut être, c'est expérimental. Donc nous n'avons pas choisi, au départ c'était une porte de sortie.

Après c'est un choix : importance de « l'hétérogénéité » comme a dit Claude Sigala samedi (débat à Utopia autour du film « Visiblement je vous aime » Ndlr) et puis je les voyais heureuses et quand je visite un établissement pour adultes je pars en courant.

Es-tu aidée financièrement et par quel organisme pour subvenir au prix de journée ?

Les filles touchent l'AH (Allocation Adulte Handicapé) et l'allocation tierce personne plus ou moins 5400 F chacune que je reverse intégralement aux lieux de vie. Catherine (permanente du lieu de vie) a essayé de demander un agrément mais si elle accueille des gamins en placement justice elle ne peut plus garder Marie-Laure (on ne mélange



LE CORAL

LIEU-DE-VIE LE CORAL
30470 AIMARGUES

TÉL. 66 88 00 12 - FAX. 66 88 57 44

«Le CORAL» et d'autres lieux du sud de la France sont fédérés alors au sein du Collectif Réseau Alternatif (CRA) sérieusement inquiet par «l'affaire», les lieux de vie sont perquisitionnés, les permanents intimidés, les personnes accueillies sont «menacées» (!) de retourner en institutions...

Les pratiques d'autogestion, de lutte contre l'enfermement, contre tous les enfermement (institutions psychiatriques, prisons...) menacent par leurs désirs de contagion et de transformation sociale les valeurs marchandes d'une société moribonde, malsaine et hypocrite où l'individu est nié et où les envies de liberté sont réprimées...

En 1996, que reste-t-il de cette alternative?



pas les enfants et les adultes) dixit l'institution justice. Je perçois une somme forfaitaire de la MGEN (Mutuelle Générale de l'Education Nationale) pour les frais de transports.

Rencontres-tu d'autres parents qui ont leurs enfants en lieu de vie ? quel suivi et quelle intervention as-tu auprès des permanents du lieu ?

Sans agrément pour les mineurs, les parents doivent financer (je crois) je n'ai plus de relations avec d'autres parents. Dans les lieux où elles sont

passées, il n'y a pas de placement individuel d'enfants. Les permanents des lieux, je les rencontre au téléphone. Le manque de réunions est vraiment dommage, y compris pour les permanents des lieux, parce qu'il n'y a plus le regard « triangulaire ».

Parallèlement à leur séjour en lieu de vie, tes filles ont-elles un suivi psycho-thérapeutique ?

Elles ont suivi une psychothérapie avant les lieux, depuis non. Frédérique est allée chez une orthophoniste psy. quelque temps à Aimagues.

Quelles évolutions, quels changements as-tu constatés chez tes filles depuis qu'elles sont en lieu de vie ?... et dans ta relation avec elles ?

Elles sont plus autonomes. Les permanents des lieux les « couvent » moins que moi, prennent plus de risques. Que nous soyons séparées me permet de souffler, de vivre pour moi, d'être plus épanouie moi aussi et par là même elles aussi, bien qu'elles recherchent dans chaque lieu une « maman » (femme ou homme).

« Visiblement je vous aime »... le film

1995, avec Denis Lavant, Claude Sigala et les jeunes du lieu de vie « Le Coral ».

Prenez un réalisateur lumineux, voire, visionnaire Jean Michel le Carré, qui nous avait déjà passionné avec « Alertez les bébés » et ses « Galères de femmes » en prison, récemment diffusés sur Arte...

Ajoutez pour décor, un lieu de vie « Le Coral » qui depuis vingt ans prouve qu'une alternance aux enfermements est possible et ce, contre vents et marées, du sud et d'ailleurs...

Faites y vivre comme des fous de liberté acteurs professionnels sincères et acteurs quotidiens du lieu, convaincant au delà de leurs étiquettes de permanents, d'autistes et autres délinquants...

Ouvrez alors les yeux, plus encore, aiguisiez votre regard et laissez vous aller à aimer, souffrir, douter et sourire comme ceux du « Coral » qui crè-

Pourquoi, à ton avis, n'y a-t-il pas plus de lieux de vie, alors que ceux d'avant le vent en poupe après 1981 ?

On manque de lieux parce que cela demande un investissement important des permanents ; « ce n'est pas à la mode », c'est plus facile de filer du fric à une ONG (Organisation Non Gouvernementale) que de s'impliquer physiquement, d'autre part les difficultés administratives, les contraintes de sécurité, le manque de financement ne facilitent pas les choses. Et pourtant j'ai rencontré un DRASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) qui me déclarait qu'ils en avaient besoin. Les lieux dépendent très fort de la personnalité des permanents qui ont pris parfois trop de risques.

Qu'espères-tu pour l'avenir ?

L'avenir ?! J'espère qu'on pourra monter de petites structures qui s'inspireraient du fonctionnement des lieux (j'en ai rencontré). Nous essayons d'en monter, la directrice de la DASS ne nous a pas découragé, alors... ■

vent l'écran de leurs vies et nous renvoient aux nôtres peut être pas si différentes.

« Visiblement je vous aime » est une tranche d'envies au goût d'espoir. L'émotion est telle qu'on en oublie certaines maladresses du scénario, quelques faiblesses de jeu, la difficulté aussi à mener de front, documentaire et histoire fictive. N'empêche que le sujet, c'est la vie et ce lieu, un pari... Alors, on y croit à cette histoire et à cet espoir profondément libertaire. Pas de grand soir, mais plein de petits matins à partager en collectivité. Un souffle de liberté à la gueule du pouvoir et du conformisme! mais aussi le miroir sans concessions de choix et de contradictions.

Prenons maintenant un silence peuplons le d'utopies...

à projeter dans nos vies dès aujourd'hui. ■

PATRICK.

Il arrive parfois qu'une idée surgisse de la lutte

ou la « Modernité de la Révolution Espagnole »

18 juillet 1936 : le coup d'Etat militaire, en Espagne, jette dans la guerre et la révolution un peuple et ses organisations syndicales et politiques.

1996 : une commémoration ? Non, un travail sur la mémoire et sur la modernité de cette révolution !

Cette année se prêtait à commémorer cette révolution incontestablement libertaire. Laisant à d'autres l'organisation d'une telle cérémonie, quelques individus se sont néanmoins retrouvés pour parler de la révolution espagnole. Ils avaient quelques points communs : l'héritage (par la lignée paternelle) de la révolution espagnole et la conviction (par choix personnel) que le monde peut et doit changer. Ils se proposèrent donc de lancer des ponts entre des événements aussi éloignés, dans le temps, que la révolution espagnole et les manifestations et luttes actuelles. Il s'agissait d'essayer de voir les similitudes entre les problèmes auxquels hier les militants espagnols s'affrontaient et ceux qui préoccupent aujourd'hui ceux qui se battent.

Or, les événements actuels montrent par leur ampleur, leurs formes d'organisation, leurs revendications qu'il s'agit de redonner sens aux luttes. La mémoire de la Révolution espagnole pouvait, dans ce cadre, apporter, peut être, quelques éléments de réponse.

Le film « Land and Freedom » de Ken Loach et le succès qu'il a obtenu à Toulouse (35 000 spectateurs) ainsi que les manifestations de novembre et décembre 1995 (100 000 manifestants le samedi 11 Décembre) ont apporté de l'eau au moulin de la réflexion de ce groupe. C'est ainsi que s'est créée l'association « Modernité de la Révolution Espagnole ». Son but est de montrer comment des thèmes majeurs de cette révolution peuvent aujourd'hui permettre d'aborder, de questionner, peut-être d'élucider certains aspects de la situation économique et sociale actuelle.

A travers tous les apports de cette « grande fresque », les thèmes suivants ont été retenus : l'autogestion / mondialisation de l'économie - l'organisation antihiérarchique - les luttes - des femmes, l'éducation.

Ce petit groupe a donc décidé de mettre en place, au cours du mois de juin 1996, deux journées où seront abordées la révolution espagnole et la modernité des quatre thèmes dans la problématique actuelle. Ces journées donneront lieu à des expositions, des débats, des vidéos, des apéros, etc.

La participation à ce projet reste ouverte à tous ceux et celles qui se sentent concernés. Pour tous contacts : Maria Garcia 39 rue Béteille 31000 Toulouse. tél : 61 25 31 31.



« FEDERCIES »... aussi !

Chers lecteurs de ce coquelicot de saison que je pressens impatientes à humer les effluves d'un nouveau printemps social, je m'en vais vous offrir quelques pétales en mouvement qui s'activent et se propagent sur les tréteaux de certaines compagnies de danse, de théâtre organisées et fédérées en Midi Pyrénées comme au niveau national, au sein de FEDERCIES (Fédération des Regroupements de Compagnies Indépendantes du Spectacle vivant).

En Espagne, en 1936, à l'heure où certains essaient d'insuffler des nationalisations tombées du ciel, ou plutôt de l'Etat, à l'heure où ceux-là mêmes lancent des mots d'ordres de prise en charge des luttes, de la vie, surgissent, à Màs de la Mata, à l'Alcorisa, à Granollers, ou à Barcelone, du fin fond de l'Aragon et aux quatre coins de la Catalogne, des collectivisations.

Le récit des événements de ces réalisations sociales auxquelles ont pris part des millions de personnes, a rarement été écrit par les acteurs eux-mêmes, pour la bonne raison que ces hommes et ces femmes qui ébranlèrent le monde étaient des ouvriers et des paysans qui maniaient plus facilement les outils que la plume, et qui étaient plus soucieux de faire l'histoire que de l'écrire.

Une page de l'histoire sociale écrite entre un coup d'Etat militaire et fasciste et une guerre mondiale, une trahison stalinienne et une « non intervention » « salutaire » pour un temps à une démocratie moribonde, dont une fois encore les ouvriers et les paysans firent les frais.

Même si l'histoire ne se répète pas, que dire de la période actuelle où la mondialisation d'une économie pourvoyeuse de bénéfices énormes, pour une minorité (Etats ou multinationales), renvoie dans des cercles de plus en plus périphériques une multitude de gens et de peuples et s'il le faut réactive des vieux démons comme les nationalismes de tout poils et tous ces groupes d'extrême-droite et intégristes qui prolifèrent de moins en moins dans les marges de la démocratie et de plus en plus dans les couloirs du pouvoir ?

En 1936, en Espagne, les ouvriers et les paysans bloquèrent pour un certain temps, par leur détermination, leurs réalisations sociales et économiques les caudillos, les furthers et les duces de cette époque.

Aujourd'hui, après la chute du communisme stalinien et face à ces fascismes larvés et de plus en plus banalisés par des médias audimatés, les collectivisations de 1936 en Espagne aussi bien dans une réponse politique qu'économique en tant que gestion collective des richesses et des produits, répartition de richesse, sont encore des perspectives...

Ce texte est extrait de la traduction du livre écrit par José Peirats, réédité à Madrid en 1976 « Los anarquistas en la guerra civil española » et dont la version française aux éditions Repères-Silena à Toulouse, a pour titre « Les anarchistes espagnols, Révolution de 1936 et luttes de toujours ».

Quant un groupement (prenons au « hasard » le dernier en date si euh... populaire) joue la carte de l'ultralibéralisme, pressé par le nouvel ordre mondial (économique, stratégique, et politique), il pioche d'abord dans les budgets sociaux et culturels, n'oublie pas de restreindre les libertés d'expressions et s'acharne contre les maigres acquis sociaux qui perdurent.

Les compagnies indépendantes du spectacle vivant qui poursuivent des objectifs sociaux d'éducation populaire et s'entêtent à vouloir pratiquer une politique culturelle accessible à tous, sont ainsi mises en demeure de se soumettre aux lois du marché ou sont condamnées à disparaître.

En effet, contempnons à la loupe le budget de la culture; ce ridicule 1% même pas atteint!...même pas de quoi renouveler la garde-robe de notre glorieuse armée Française qui se professionnalise...

Tentons de discerner - malgré l'absence de transparence - comment cet argent de poche est réparti... où s'envole cet argent public? Vers les compagnies de terrain qui jouent ou créent le désir de jouer dans les campagnes, les cités, les déserts culturels ou vers les « événements médiatisés », les « grands travaux » et autres temples de la culture « réservés à une caste qui s'auto-proclame élite » ? (Les réponses doivent parvenir au journal avant la fin de ce millénaire et le début de l'autre qui sera spirituel ou ne sera pas).

Dernier avatar en date pour les compagnies de spectacle vivant : « la licence d'entrepreneur du spectacle » véritable autorisation administrative (et politique) de jouer, délivrée en dernier ressort par le préfet, c'est à dire le représentant de l'Etat sur terre (départementale et régionale). Et oui, un Préfet peut donc décider s'il est convenable ou pas, politiquement correct ou non d'autoriser une compagnie artistique à exercer son métier, sa passion... imaginez le trouble de ceux et celles qui, considérant l'art comme un outil subversif où la beauté, l'imaginaire, l'humour doivent affiner les sens critiques de nos concitoyens...

Après ces quelques secondes de réflexions, voire de suspens intolérable, il convient maintenant à l'auteur de ce modeste article d'expliquer quelles peuvent être les ripostes à cette tragédie programmée et de moins en moins subventionnée...

Tout d'abord, la FEDERCIE a décidé d'engager des poursuites judiciaires contre l'Etat; ne doutant de rien, il a été décidé judiciairement et judicieusement d'attaquer le décret d'application concernant cette « licence » comme une atteinte fondamentale à la liberté d'expression, au droit

d'association (prendre la licence signifie à terme se transformer en entreprise commerciale... Maman!) et à la liberté de circulation des créations et autres spectacles dans la communauté économique européenne. En effet, seule la France exige de ses artistes cette licence (encore un effet Le Pen?!)

Parallèlement, un comité de soutien avec des personnalités du monde professionnel, artistique et politique (composé aussi de diffuseurs de spectacle, d'associations, du public et de mouvements politiques) va se mettre en place pour aider ces travailleurs de l'ombre que sont tous les artistes méconnus... Diverses manifestations, actions seront programmées (renvoi de la licence, conférences de presse, occupations, fêtes de soutien) en lien avec notre complice tout désigné : le public... qui sera mis à contribution - entre nous - par le biais d'une pétition. A l'heure où les compagnies s'éteignent, où les réseaux populaires de diffusion crèvent en silence, il convient de mettre en scène cette agonie et la transformer en espoir... espoir, qui ne pourra pas faire l'économie du désir de transformation sociale : à nous « tous ensemble » d'écrire la suite... pour que la magie de l'art s'imprègne de la rue. ■

PATRICK

Contact FEDERCIES Midi Pyrénées 54, rue Milhès Toulouse Tél : 61 31 80 95

L'Assemblée Générale de FEDERCIES s'est tenue à Paris le 10 Mars 1996 : étaient présents outre les représentants de compagnies, des représentants du DAL (Droit au Logement) et de Droit Devant qui nous encouragent à squatter des espaces de création et de répétitions qui nous font cruellement défaut. Preuve aussi que les artistes ne sont pas en marge mais doivent être en phase avec tous les problèmes sociaux et pas seulement les leurs.

P.S : quant on vous dit qu'il y a de l'argent en France mais qu'il y a une mauvaise distribution des richesses... dernier exemple (vivant); actuellement incarcéré: le conseiller régional RPR François Baby, ancien maire de Montbel (Ariège) Président de la commission culturelle a détourné des fonds publics à des fins personnelles. Avec tout cet argent, que voulez-vous que « Baby foute » ?

Il a acheté plein de cadeaux, crée un emploi fictif pour son épouse et à ainsi évité que l'argent permette de financer une culture populaire accessible à tous...

Le petit microcosme politique Ariégeois, toutes tendances confondues se tait parce que - paraît il encore sous le choc - ...

Le choc de nouvelles révélations peut être !!

Vous avez déjà, j'en suis sûr, fait tourner le présentoir du libraire-vendeur de clopes de la gare d'Austerlitz en cherchant sans grande conviction le bouquin qui va vous emmener un peu plus loin que le terminus que vous vous étiez fixé. Depuis longtemps, vous ne trouviez que les collections «Arlequin», bonnes pour débiliser le voyageur moyen, les «Folios» archis-connus, lus mille fois durant vos longues soirées d'hiver.

Heureusement que des auteurs de romans noirs, vieux briscards pour les uns, jeunes talents pour les autres, ont eu la bonne idée de servir un genre qui allait tomber dans la désuétude : le roman de gare.

Attention, pas les SAS merdiques et fleurant le nazillon, pas les éternels romans policiers aux ficelles bien trop grosses pour nous faire avaler les couleuvres tant utilisées du genre.

Désormais, il va falloir compter avec Gabriel Lecouvreur dit «le poulpe». Un lecteur averti des faits divers, un oeil plus libertaire que celui d'un «privé».

Une sorte de grain de sable qui enrayerait la machine d'un petit monde de tous les jours fait de riens, cachant si souvent la vermine qui vous pourrit la vie.

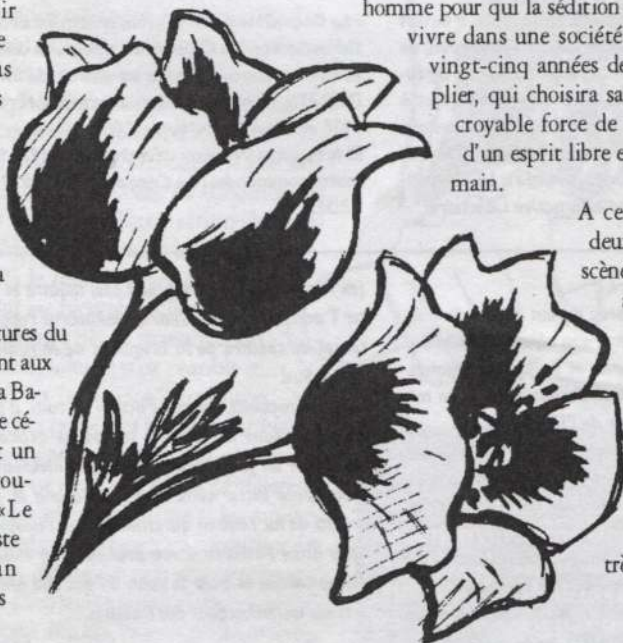
«Le Poulpe», imaginé par des auteurs comme Jean Bernard Pouy, Didier Daeninckx, qui ont eu cette fameuse idée de remettre au goût du jour le roman populaire.

Toujours des situations rappelant de très près l'actualité, comme dans «La petite écuyère a café» de J.B. Pouy portant un regard sur les intégristes cathos, militants des commandos anti-IVG. Ou encore, la montée des idéaux fachos au travers de publications circulant en toute impunité («Nazis dans le métro» de D. Daeninckx).

On ne regrette qu'une chose : la fin arrive trop vite! Normal, 150 pages en moyenne pour chaque roman. Un Paris-Toulouse en T.G.V. et vous repartez pour un autre épisode du «Poulpe».

Même si ces romans ne sont fait que dans le seul but de renouer avec la tradition des feuilletons, même si parfois l'auteur va un peu vite en besogne, qu'importe! La recette du plaisir d'une lecture qui ne vous détruit pas les neuronnes par un trop plein de niaiseries sans noms, ça soulage!

Les aventures du «Poulpe» sont aux éditions de la Baleine, ce brave cétaqué cachant un Gabriel Lecouvreur dit «Le Poulpe». Juste pour lire un peu plus entre lignes.



Les coquelicots sont revenus

Michel Ragon

Les coquelicots sont revenus dans les champs avec quelques herbes folles et des bleuets... avec le retour de la jachère, jadis très utilisée, un temps oubliée - le temps de l'engrais chimique, de la mécanisation, de la suppression des haies, des taillis et des murets en pierre, de l'agriculture extensive - et aujourd'hui imposée; imposée parce que les paysans produisent trop, grâce aux engrais, aux engins de plus en plus démesurés, trop pour nos besoins... et les cours chutent et on les soutient à coup de subventions.

L'agriculture est devenue une industrie, le paysan un manager avec ses élevages industriels et ses cultures extensives ou intensives, sa gestion informatisée, sa femme qui travaille à la ville et ses enfants qui font des études et ne seront plus jamais paysans. C'est ce que nous raconte Michel Ragon à travers cinq itinéraires, l'éleveur, le céréalier, le berger, le métayer et le syndicaliste.

D'endettement en subvention, de catastrophe en manifestation, de quotas en friches, la campagne se dépeuple, le berger devient gardien de château, le métayer braque les banques, les paysans se désespèrent et les citadins s'entassent et bouffent... de la merde. A part ça, tout va bien.

Ecrits.

Alexandre Marius Jacob - L'insomniaque éditeur - 2 volumes.

Voici la somme des écrits d'Alexandre Jacob, «rebaptisé» Marius après sa libération du bagne, ses déclarations à la justice, «les souvenirs d'un révolté», et la part la plus importante de sa nombreuse correspondance.

Presque 100 ans de silence ont suivi son procès. Si les amis de l'ordre (ils sont nombreux) et de la défaite des pauvres ont su faire tout la publicité nécessaire aux repoussoir que sont Bonnot ou Ravachol, ils ne pouvaient que condamner A. Jacob qui fut pourtant un des illégalistes les plus célèbres du début du siècle, à la non-existence.

L'explication est dans ces livres, la vie d'un homme pour qui la sédition est la seule façon de vivre dans une société qui le rejette, que vingt-cinq années de bagne ne font pas plier, qui choisira sa mort, et dont l'incroyable force de caractère était celle d'un esprit libre et profondément humain.

A ces livres sont joints deux CD contenant des scènes jouées, très ORTF années 60, et des chansons, parfums d'époque ou récentes, à l'interprétation dépoussiérée oscillant entre java grunge et rive-gauche déjantée, très bien.

P.R.

«Le vent se lève, il faut tenter de vivre.»
(Paul Valérie)

C'est juste un soir léger avec son lot de musiques douces qui vous coulent dans les oreilles et un bok de Guinness sur le comptoir épais comme un pa-pa-pa. La bande son qui volute dans l'air de la brasserie manque d'originalité. J'ai une vague envie de rouler un peu plus loin avec mon verre posé bien à coté. La serveuse doit dépasser le comptoir de 30 cm, pas plus. Elle sourit à ces nouveaux clients comme on sourit chaque fois qu'un quidam se heurte à la nuit. Des fois, j'ai l'impression qu'être dans un bar, c'est patienter dans la salle d'attente de son toubib le jour où vous avez décidé de tout lui raconter.

Ma bière se tasse peu à peu et les images courent dans les reflets des chopes alignées sur l'étagère. Pourvu qu'ils changent la bande son, ça ne cadre pas avec le lieu ou c'est moi qui ne suis pas réceptif. C'est plutôt dans ce goût-là.

La serveuse s'est mise à me raconter sa vie. Il n'y a que le bar qui nous sépare. 45 cm de large, 10 cm d'épaisseur, teinté dans la masse, terni à la sueur, à la bière, à ces mots qui s'échangent entre deux Gin Coca, deux demis bus en un clin d'oeil.

Elle me raconte les clients à qui il manque plus souvent un gramme de gentillesse que la salière, les groupes qui s'empirent de tagliatelles en se mettant une tache au cm² sur la chemise en soie. Je suis loin de l'ambiance rock que j'étais venu trouver. J'imagine trop souvent ce que devrait être le lendemain et encore bien plus l'instant présent.

La serveuse s'affaire derrière «son» bar. Elle a un grain de beauté juste au-dessus du sein gauche. C'est comme une île sur le pacifique, la blancheur de la peau en plus.

J'ai fini par lui dire que la musique ne valait pas grand chose et que, vu la pile de CD qui se trouvait sur le coté, il y avait sûrement un choix plus judicieux question fond sonore.

Au hasard elle a pioché Johnny Rivers. «C.C. Rider»! Des années que je n'avais pas écouté ce titre! Les images de la banlieue m'ont percuté comme une bourrasque de neige vous colle au rocher dans une vallée d'Ariège. Les peupliers de mes quinze ans sont accrochés à ma mémoire comme la canette de bière à la main de Serge qui se prenait pour Johnny Halliday derrière son micro.

Le flot des clients n'a fait que grossir en quelques minutes et je me suis retrouvé coincé en bout de zinc, une chope vide devant le nez, ne pouvant plus, sans hurler, continuer la discussion avec la barmaid. Il suffit de bien peu de chose pour que la vie coule encore un jour de plus dans vos veines. Deux phrases, un vieux titre de Rock'n Roll, un souvenir bien tenu et le sentiment d'appartenir à la horde des humains. Il y a des heures qui prolongent l'instant, qui vous poussent à vous amuser de votre passé plutôt que vous y perdre.

J'ai parlé longtemps ce soir là. De tout, de ces riens qui font la vie avec des gens dont, aujourd'hui le nom m'échappe mais pas leurs visages.

Entre des dizaines d'avant-bras posés comme des entraves sur le comptoir, la serveuse est venue me poser un double Jack Daniels en me disant dans un large sourire, qu'elle écoutait Stan Getz depuis des années et qu'elle adorait son métier.

A deux heures du matin, la rue St-Rome gardait encore l'odeur du marchand d'épices et le vent s'était levé balayant les papiers gras du fast food trop proche. J'ai endanché la première et allumé la radio. Stan Getz s'est fauillé comme un loukoum entre deux îles. La nuit ne devrait pas faire peur.

Roberto Vapporeto

ON A RECU

• **ALTERNATIVE LIBERTAIRE** : n° 181 (février 1996, 2 rue de l'Inquisition 1040 Bruxelles) « est un journal libre, de critiques sociales et de débats qui refuse la loi cannibale de l'argent ». Nous sommes tous des SDF, les 2 et 3 mars 1996 les Compagnons du partage organisent au château de la solitude une rencontre internationale des SDF qui bougent. Le n° 180 est une brochure de 70 pages de réflexions et de propositions anarchistes sur le travail. Comme l'AL est un mensuel sérieux et sans retard le n° 182 est déjà entre nos mains.

• **LE COMBAT SYDICALISTE** : n° 163, 33 rue des Vignoles 75020 Paris. Pourquoi Luz, dessinateur, et H. Fajardie, écrivain, ont adhéré à la CNT ? Le Maire communiste de Tarbes face à la révolte des municipaux.

• **A CONTRE COURANT** n° 70, BP 2123 68060 Mulhouse Cedex. « Des grèves récentes et futures », à « La CFDT : réactionnaire et safranée » en passant par « Eteignez les lumières ! » ACC s'inscrit comme il le dit si bien dans le réseau de petits journaux spontanément complices.

• **CETTE SEMAINE** : n° 55 BP 275 54005 Nancy Cedex. Un appel pour une amnistie générale et contre la répression suite au mouvement de novembre 95 que subissent des grévistes, des jeunes et des militants ; déjà signé par Daeninckx, Jonquet, J.-B. Pouy, Quadruppani, Rajfus pour ne citer que les écrivains. Le contact : CAMI c/o Réflex, 21 ter rue de Voltaire 75011 Paris.

• **RIRE** : Janvier/Février. Alternative Libertaire Bretagne : n° 23 une page donnée au SCALP de Rennes pour la libération de deux militants antifascistes suite à de violents affrontements qui ont eu lieu à Bordeaux avec des nazi-skins et dans lesquels un serveur du « Rodes » y a laissé sa vie. Collectif de soutien, 7 rue du Muguet 33000 Bordeaux.

• **LA CAMPANA** : n° 1 et 2 Semanario de información y pensamiento anarquista Apartado 97 (36080) Pontevedra.

La CNT poursuivie à la suite de la manifestation du 9 mars contre les commandos anti-IVG devant l'hôpital du Chesnais. C'est au moment du départ que les CRS ont chargé, conclusion : plusieurs inculpations (pas chez les flics). Les inculpés risquent jusqu'à 100 000f d'amende.

Soutien : Les amis du chat noir turbulent BP 262 78053 St Quentin-en-Yvelines CEDEX.

SECRET-DEFENSE : UN SECOND METRO EXISTE A MOSCOU.

C'est sous ce titre que le Courrier International dans son numéro 272 daté du 18 Janvier nous informe que, depuis 1947, un second métro long de 320 km, le « Métropolitain à mission spéciale », était en fonction dans le sous-sol de Moscou. A sa création, il était réservé aux hauts dignitaires du PCUS, l'avant garde de l'avant garde. Aujourd'hui, il est toujours classé secret-défense et seuls les militaires, les services secrets et l'élite se partagent le privilège de rouler, entre pairs, dans des voitures de première classe. Mais il ne faut pas croire que les nouveaux maîtres de Moscou en sont restés là. Actuellement les travaux continuent : les lignes de ce métro sont prolongées, toujours plus loin, vers les nouvelles datchas. Si, comme le dit Denis Baranov dans son article, la ligne du métro public (« Parc de la Victoire », elle-aussi en construction, devra attendre cinq ans pour sa mise en service, la « spéciale » par contre avance, à un rythme stakhanoviste. Et qu'importe l'inconfort supporté dans les rames du métro (normales) aux heures de pointe ! La nouvelle élite (issue de l'ancienne) roule toujours pour elle-même. Juan

LES MURS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE

La honte doit changer de camp p 2

Les cucarachas toulousaines p 2

LA VILLE ROSE ET SES ÉPINES

Les chances de l'égalité..... p 3

Reynier bouge p 4

ENTRETIEN

Zebda, du quartier et du monde p 5/7

POINT DE VUE

Ah, si Notat savait ça ! p 8-9

ARGUMENTS

Le retour du social..... p 12-15

PARLONS-EN

Vivre avec..... p 16-17

RAPPORT DE FORCES

"Federecies"... aussi p 18

ON BOUQUINE

Et Liber-terre..... p 19

DOUBLE PAGE CENTRALE

Allégorie du monde libéral

POTS DE VIN ET COPINAGE

• La librairie-galerie-brocante « Jour de fête » a ouvert toutes grandes ses portes aux amateurs de bouquins, de disques et d'objets de toutes nature dans un décor agréablement organisé. Ce nouvel espace à connaître et à faire connaître est situé au 28 rue de la rue Coutellers. Il est ouvert du Mardi au Samedi de 10 h à 20 h. De plus et ce qui ne gêne rien on trouve la revue « Le Coquelicot » ainsi que le journal de l'Alternative Libertaire.

• Le Coquelicot publie le premier numéro de ses Cahiers thématiques « Les Collectivités espagnoles dans la guerre et la révolution » ce texte est extrait du livre de José PEIRATS, « Les anarchistes espagnols, révolution de 1936 et luttes de toujours » (20f). Et le toujours très beau calendrier 1936-1996 (30f). Pour toutes commandes : Le Coquelicot BP 31029 Toulouse CEDEX

JEAN LUC GALVAN libéré !

... Mais pas forcément libre : il peut encore être inculpé et ne doit pas évoquer son affaire en public ni côtoyer les milieux culturels et politiques basques. Rappelons qu'il était accusé d'avoir hébergé un militant basque présumé être de l'ETA. C'est grâce à l'action solidaire et dynamique du comité de soutien que Jean-Luc a pu sortir rapidement de prison : actions, manifestations, envoi de courrier à la juge antiterroriste...

Une fête de soutien fut organisée dans les locaux de la CCAS (dur de trouver une salle à Toulouse !). Bref, plus de 300 personnes se sont réjouies les oreilles et les yeux grâce à Jean-Marc Lederer et sa formation

(ex Rosemary's Babies !), au Lazzi théâtre et à Mister T and his grand orchestra, sans oublier l'appui fraternel du théâtre de la Brique et de la radio libre Canal Sud.

L'argent recueilli, grâce à l'action de tous, a permis de payer dans un premier temps les avocats, de constituer un petit pécule qui pourra aisément être utilisé pour lutter contre les lois Pasqua et autres projets de loi Toubon qui criminalisent l'hospitalité. Mais aussi l'édition d'une brochure sur « du délit d'hospitalité » et pour le reste du fric une aide aux Bretons qui hébergent des Basques.

PATRICK